

L'IVRESSE ET L'ALCOOLISME

devant la loi civile et la loi pénale

PAR

Marius EVRARD

Avocat à la Cour d'Appel.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 12 Décembre 1907, à une heure

Président : M. AMBROISE COLIN.

Suffragants } MM. GARÇON, Professeur.
 } HITIER, Agrégé.

LILLE

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE CAMILLE ROBBE, ÉDITEUR

209, Rue Léon-Gambetta, 209

—
1907

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs**

L'IVRESSE ET L'ALCOOLISME

devant la loi civile et la loi pénale

PAR

Marius EVRARD

Avocat à la Cour d'Appel.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 12 Décembre 1907, à une heure



Président : M. AMBROISE COLIN.

Suffragants { MM. GARÇON, Professeur.
HITIER, Agrégé.

LILLE

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE CAMILLE ROBBE, ÉDITEUR

209, Rue Léon-Gambetta, 209

—
1907

INTRODUCTION

Un écrivain Allemand a représenté l'homme pieux longtemps invité par le démon à choisir entre ces trois péchés : s'enivrer, coucher avec la femme de son voisin, ou tuer ce dernier, comme ayant fait le pire choix dans la meilleure intention du monde, en se décidant pour l'ivresse ; et l'auteur justifiait aisément son opinion, en ajoutant que ce péché entraîne tous les autres : qu'ivre, l'homme pieux, poussé par la luxure, ne sut point résister au désir de posséder la femme de son voisin ; et qu'ensuite, surexcité par la pensée de sa propre conservation, il ne recula point devant le meurtre de celui qu'il venait d'outrager, pour éviter sa vengeance (1).

Nous ne prétendons pas que l'ivresse doive chaque fois entraîner des conséquences aussi graves. Mais il n'en est pas moins vrai qu'avec l'alcoolisation qui en est la conséquence, non seulement elle avilit l'homme et le ravale au rang de la brute, mais encore elle joue dans les rapports sociaux un rôle néfaste. Ces fléaux ne sont pas seulement un sérieux danger pour l'individu dont ils ruinent la santé et hâtent la mort, ils menacent directement la famille et la société : la famille d'abord, par les effets désastreux de l'hérédité, ensuite par la misère, la démoralisation de ses

(1) PALINGÉNIUS, *Zodiac*, p. 61.

membres, l'abandon et la corruption des enfants qu'elle entraîne le plus souvent à la mendicité, à la prostitution et au vagabondage ; la société, par la démoralisation publique, l'accroissement du suicide, de la folie, de la criminalité.

Nous avons donné pour titre à l'étude qui va suivre : « l'ivresse et l'alcoolisme devant la loi civile et la loi pénale ». L'ivresse et l'alcoolisme, avons-nous dit, ce sont en effet deux choses qu'il importe de distinguer. L'ivresse est l'état de l'individu dont la raison est momentanément troublée par un excès de boissons fermentées. Quand elle est habituelle, elle constitue l'ivrognerie, l'alcoolisme. L'une est donc un état passager, l'autre un état habituel. Et la distinction a une importance, car des effets différents s'attachent, dans certains cas, à l'un ou à l'autre état. C'est ainsi que, comme nous le verrons, d'ailleurs, l'alcoolisme pourra motiver la déchéance de la puissance paternelle ; un cas d'ivresse ne saurait entraîner pareille conséquence ; de même aussi, l'alcoolisme pourra être considéré, vis-à-vis du conjoint, comme une injure grave pouvant justifier une demande en divorce ou en séparation de corps ; il n'en serait pas de même d'un cas d'ivresse isolé.

L'examen de l'ivresse et de l'alcoolisme devant la loi civile et la loi pénale, fera seul l'objet de cette étude, et nous laisserons intentionnellement dans l'ombre, malgré leur importance, ou plutôt à cause d'elle, tous les problèmes de prophylaxie et les innombrables questions qui s'y rattachent, autant qu'il est possible d'opérer entre ces divers aperçus une séparation absolue. Le programme à parcourir est déjà,

par lui-même, assez vaste ! Le nombre des individus se laissant aller à l'abus des boissons alcooliques étant considérable, il s'ensuivra que souvent, dans les rapports de la vie civile, il y aura lieu de tenir compte de ce facteur :

Ce sera pour apprécier la validité ou la portée juridique d'une convention, l'une des parties ayant contracté en état d'ivresse.

Ce sera pour étudier l'ivresse et l'alcoolisme en tant que causes de divorce et de séparation de corps, de déchéance de la puissance paternelle, d'exclusion et de destitution de la tutelle.

Nous verrons également qu'ils peuvent jouer un rôle dans les donations entre vifs et les testaments.

Nous examinerons leur influence sur le contrat d'Assurance, et dans la matière nouvelle des Accidents du Travail.

Nous ne passerons pas en revue tous les actes de la vie civile susceptibles d'être modifiés par l'état d'ivresse de celui qui les accomplit : ce serait vouloir embrasser tout le Droit Civil, et examiner des questions d'espèces qui peuvent varier à l'infini. Nous n'envisageons que ceux au sujet desquels soit le Code, soient des lois distinctes, soit la jurisprudence, ont adopté des solutions intéressantes.

Pour l'étude de cette première partie, nous prendrons les diverses matières suivant l'ordre adopté par le Code. Mais nous avons cru utile de l'intervertir dans un cas : nous placerons en tête le titre des « contrats et obligations conventionnelles en général » parce que cette étude renfermera des idées générales qui nous serviront dans l'examen des autres matières.

Entrant ensuite dans le domaine du Droit Pénal, nous envisagerons les rapports de l'ivresse et de l'alcoolisme avec la criminalité.

Nous déterminerons la responsabilité de l'ivrogne et de l'alcoolique relativement aux crimes et aux délits qu'ils commettent sous l'influence toxique.

Puis, nous analyserons la loi du 23 janvier 1873 créant le délit d'ivresse publique et manifeste ; nous établirons la légitimité de la répression en cette matière, nous en ferons l'histoire, et nous terminerons par une appréciation critique de la loi, et l'exposé d'une réforme importante et efficace que nous souhaiterions voir introduire chez nous comme l'ont fait quelques pays voisins : la création d'asiles pour la guérison des buveurs.

Enfin, dans une troisième partie, nous passerons en revue les législations étrangères, en recherchant les dispositions qu'elles consacrent à l'ivresse, et en les comparant avec les solutions adoptées chez nous.

PREMIÈRE PARTIE

L'IVRESSE ET L'ALCOOLISME DEVANT LA LOI CIVILE

CHAPITRE PREMIER

Dans les contrats et obligations conventionnelles en général.

En matière civile, quand l'ivresse va jusqu'à faire perdre la raison, elle rend la personne qui est en cet état incapable de consentir, et par suite de contracter. Il est vrai qu'aucun texte du code civil ne range l'ivresse parmi les vices du consentement et qu'elle ne rentre pas dans les cas d'erreur déterminés par l'article 1110 (1). Mais il n'en est pas moins vrai qu'on ne saurait considérer comme valable le consentement donné par une personne à un acte dont elle n'a pu ni mesurer la portée, ni juger les conséquences. Pour mieux dire, il n'y a réellement pas de consentement, en tant que le consentement est la manifestation de ce que notre raison conçoit et approuve. C'est ici

(1) Art. 1110 : L'erreur n'est une cause de nullité de la convention que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui en est l'objet.

Elle n'est point une cause de nullité, lorsqu'elle ne tombe que sur la personne avec laquelle on a intention de contracter, à moins que la considération de cette personne ne soit la cause principale de la convention.

comme s'il s'agissait d'un acte souscrit dans un accès de délire. Il y aura d'ailleurs presque toujours dol de la part de l'autre partie, à traiter avec une personne placée dans cette situation.

C'est du reste l'opinion de tous les auteurs, tant anciens que modernes : c'est ainsi que plusieurs coutumes de France permettaient de se dédire, dans les 24 heures, de tous contrats faits au cabaret (1) ; — et une circulaire a été adressée le 17 mai 1821, par M. le Gardes des Sceaux, aux Procureurs Généraux, sur les abus qui peuvent accompagner les adjudications d'immeubles, lorsqu'on fait porter du vin dans la salle des enchères.

Pottier disait déjà, dans son traité des Obligations : « Il est évident que l'ivresse, lorsqu'elle va jusqu'au point de faire perdre la raison, rend la personne qui est dans cet état, pendant qu'il dure, incapable de contracter, puisqu'elle la rend incapable de consentement ».

Mais, nous faut-il considérer qu'il y a ici absence totale de consentement, ou simplement vice du consen-

(1) « De tous marchés et contrats, faits en taverne, chacun se pourra départir dedans les vingt et quatre heures, après qu'ils seront partis l'un de l'autre, en payant pendant ledit tems l'écot, et en faisant duement la réclamation à sa partie ou à son domicile; et où il seroit forain, en présence de deux témoins ». (La GORGUE, 65).

Marchés et contrats faits en taverne ou ailleurs en banquetant, et, comme l'on dit, sur le vin excessivement pris, sont censés nuls et de nulle valeur, si les contrahans ou l'un d'eux étoient par trop hébétés et empêchés de la fonction de leur sens et jugement naturel par excès ou autrement.

Pourront toutefois, les contrats ainsi faits, être validés, si par après, lesdits contrahans étant en sens rassis, avoient iceux approuvé, ratifié et confirmé, par écrit ou verbalement, en présence de témoins idoines et non suspects. (GORZE, t. VII, 13).

tement ? La solution adoptée entraînera des conséquences différentes : l'acte sera nul de droit, ou seulement annulable. Dans le premier cas, le contrat sera considéré comme inexistant ; cette inexistence sera indépendante de toute action judiciaire ; elle ne se couvrira ni par la confirmation, ni par la prescription.

Dans le second cas la partie qui s'est obligée pourra demander l'annulation de son engagement, en observant les délais fixés par la loi à cet effet : « La convention contractée par erreur, violence ou dol, porte l'art. 1117, n'est point nulle de plein droit ; elle donne seulement lieu à une action en nullité et en rescision dans les cas et de la manière expliqués à la section VII du chapitre V du présent titre », c'est-à-dire par les art. 1304 et suivants.

En pure théorie, la convention faite avec un individu qui se trouvait en démence, ou en état complet d'ivresse, devrait être considérée comme non avenue, inexistante, au même titre que celle passée par un enfant, encore privé du discernement. Mais, notre droit actuel, d'accord avec la doctrine de nos anciens auteurs, (Domat, I. civiles, liv. 1, tit. 1, sect. V, n° 2, 3, 4, 16 — Pothier, n° 49, et 128), ne voit, en général, dans l'oblitération permanente ou passagère des facultés intellectuelles, qu'un défaut de capacité ou un simple vice du consentement, qui n'empêche pas la formation même du contrat, et qui, faisant seulement obstacle à sa validité, ne donne lieu qu'à une action en nullité, exclusivement ouverte au profit de l'incapable, et soumise à la prescription de dix ans établie par l'art. 1304. C'est ce qui ressort

nettement pour le cas de démence, des art. 503 et 504 (1) du code civil, et surtout de l'art. 39 de la loi du 30 juin 1838 (2). Le même principe doit évidemment être admis pour le cas d'ivresse, qui est un cas de démence passagère. Ainsi donc, il faut admettre qu'il y a simplement vice du consentement, et, par suite, que le contrat n'est qu'annulable.

Pourtant certains auteurs (3) ont voulu mettre la pratique en rapport avec la théorie pure, et décidaient que le contrat passé dans ces conditions est nul de droit, inexistant. Nous pourrions résumer ainsi leur argumentation : « Ce résultat, disent-ils, est indéniable lorsqu'une personne a traité avec un enfant qui n'avait pas l'âge de discernement ; pourquoi n'en serait-il pas de même dans le cas où elle a traité avec un individu

(1) Art. 503 : « Les actes antérieurs à l'interdiction pourront être annulés, si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ces actes ont été faits ».

Art. 504 : « Après la mort d'un individu, les actes par lui faits ne pourront être attaqués pour cause de démence, qu'autant que son interdiction aurait été prononcée ou provoquée avant son décès ; à moins que la preuve de la démence ne résulte de l'acte même qui est attaqué ».

(2) Loi du 30 juin 1838, art. 39 : « Les actes faits par une personne placée dans un établissement d'aliénés, pendant le temps qu'elle y aura été retenue, sans que son interdiction ait été prononcée ni provoquée, pourront être attaqués pour cause de démence, conformément à l'article 1304 C. civ. Les dix ans de l'action en nullité courront à l'égard de la personne retenue qui aura souscrit les actes, à dater de la signification qui lui en aura été faite ou de la connaissance qu'elle en aura eue après sa sortie définitive de la maison d'aliénés ; — et à l'égard de ses héritiers, à dater de la signification qui leur en aura été faite ou de la connaissance qu'ils en auront eue depuis la mort de leur auteur. Lorsque les dix ans auront commencé à courir contre celui-ci, ils continueront de courir contre les héritiers ».

(3) DEMOLOMBE, t. XXIV, N° 81. — MARCADÉ, sur l'article 1108, N° 3. — ACHARLÆ, § 343 ; texte et note 9.

en état de démence ou d'ivresse, et n'y a-t-il pas, ici encore, absence complète de consentement ? D'autre part, en dehors de l'interdiction, il n'existe, contre les personnes en état de démence, aucune incapacité *légale* de contracter, c'est donc d'une incapacité physique qu'elle sont frappées, et, la raison de décider de même à l'égard des individus complètement ivres, est d'autant plus forte, que cet état purement accidentel, ne saurait entraîner l'interdiction. »

Mais cette argumentation ne nous paraît pas avoir prévalu dans l'esprit du législateur, et la jurisprudence, d'ailleurs, ne l'a pas admise. En effet, d'une part, aux termes de l'art. 1304, la prescription générale fixée pour l'action en nullité d'une convention est de dix ans; d'autre part, l'art. 503, relatif à l'état de démence, porte que « les actes antérieurs à l'interdiction *pourront être annulés* si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ces actes ont été faits. » L'article suivant détermine le cas où les actes d'un individu décédé peuvent être attaqués, pour cause de démence, par ses héritiers ou ayants-cause, et la loi du 30 juin 1838, dans son art. 39, se réfère à l'art. 1304 du Code civil, en ce qui concerne l'annulation des actes faits par une personne placée dans un établissement d'aliénés. De ces divers textes il résulte que l'oblitération permanente ou passagère des facultés intellectuelles n'empêche par la formation même du contrat, qu'elle ne constitue qu'un simple vice du consentement.

Ajoutons qu'il résulterait de l'opinion contraire qui soutient la nullité de plein droit, qu'une personne pourrait se soustraire à l'exécution d'un contrat en

prouvant que l'autre partie était en état de démence ou en état d'ivresse lors de sa passasion. Il en résulterait également que l'aliéné interdit, qui, après la levée de l'interdiction, est soumis à la prescription de dix ans pour arguer de nullité les actes par lui passés, serait dans une situation pire que la personne momentanément privée de raison, mais non interdite qui pourrait, à toute époque, invoquer la nullité des siens comme non avenus. Or ces deux conséquences sont évidemment inacceptables.

C'est là d'ailleurs, la théorie admise par la jurisprudence. Pourtant la lecture des divers arrêts rendus en cette matière, révèle des nuances qu'il importe de faire ressortir. Un arrêt (Besançon, 5 mai 1819) a décidé que l'ivresse n'est une cause de nullité de l'obligation qu'autant qu'elle a été provoquée par celui en faveur duquel l'obligation a été contractée ou que l'acte prouve, par l'ensemble des clauses qu'il renferme, l'état de déraison complète dans lequel la partie qui s'est obligée, aurait été en contractant. — D'autres arrêts (Colmar, 10 août 1819, Angers, 12 décembre 1823, et 30 mars 1843) ont vu dans l'ivresse un vice du consentement entraînant la nullité du contrat, alors même qu'elle n'a pas été provoquée par la partie envers laquelle l'obligation a été contractée. — Enfin, un autre arrêt (Rouen, 17 juin 1845) distingue entre les cas où l'ivresse n'est pas de nature à faire perdre complètement la raison à la partie et à l'empêcher de donner un consentement libre, et celui où elle a produit cet effet. Cet arrêt décide que, dans la deuxième hypothèse, l'ivresse est toujours une cause de nullité, mais que dans la première, elle n'emporte

nullité qu'autant qu'elle a été provoquée par la partie qui a stipulé.

Cette dernière solution est celle qui nous paraît devoir être préférée, celle qui s'harmonise le mieux avec la théorie du Code civil sur les vices du consentement. En effet, dans le premier cas, bien que l'ivresse n'ait pas fait perdre complètement la raison du stipulant, néanmoins on peut considérer qu'il y a là un dol du co-contractant, qui peut entraîner annulation de l'acte, mais, encore une fois, et d'après les principes généraux du Code en la matière, il faut que l'obscurcissement des idées par la boisson ait été causé par la manœuvre de l'autre partie elle-même, la partie envers qui l'obligation a été contractée.

La théorie de l'annulabilité par opposition à celle de la nullité absolue, a d'ailleurs été tranchée implicitement depuis longtemps, par la cour de cassation, dans un arrêt du 23 décembre 1834. Cet arrêt déclare susceptible de ratification tout contrat vicié par l'état d'ivresse de l'une des parties : c'est donc qu'il n'est pas considéré comme inexistant. Cet arrêt vise le cas de ratification expresse ; une ratification tacite aurait le même effet, et quoique le Code ne fixe pas d'autre délai que celui de dix ans pour l'action en nullité, si le demandeur en rescision pour cause d'ivresse laissait passer un temps assez considérable pour faire présumer l'approbation de ce qu'il a fait dans l'ivresse, nous pensons qu'il ne devrait pas être écouté. Le silence du Code laisse à cet égard la plus grande latitude aux juges.

En ce qui concerne la preuve de l'ivresse, elle peut être faite par toutes les voies de droit, notamment par

témoins, alors même que l'acte attaqué a la forme authentique ; quand il s'agit d'un pareil acte, en effet, un acte notarié, par exemple, la preuve de l'ivresse peut se faire sans qu'on soit obligé de recourir à l'inscription de faux, car alors il ne s'agit pas d'un fait que le notaire avait mission de constater. Il n'entre pas, en effet, dans les fonctions du notaire d'attester la capacité des parties et leur état mental, et ce qu'il dit à cet égard n'est qu'une opinion qu'on peut toujours détruire par une preuve contraire. Telle est, analysée, au point de vue juridique, l'influence de l'ivresse d'un des contractants sur le sort de la convention. Mentionnons en cette matière une différence importante dans leurs conséquences entre l'ivrognerie et l'ivresse. La preuve qu'un individu était *habituellement* en état d'ivresse, serait inopérante pour invoquer la nullité d'un contrat, si son interdiction n'avait pas été prononcée, ni même provoquée avant son décès. On doit démontrer que le contractant était en état d'ivresse *au moment même* de la convention, et il en est à cet égard de l'état d'ivresse comme de la démence.

L'annulation du contrat passé dans les conditions que nous avons indiquées peut faire soulever des questions relatives à la responsabilité civile qu'il nous faut maintenant envisager.

Pothier posait déjà le principe de la responsabilité civile de l'homme ivre. Il écrivait (1) « quoique l'ivresse fasse perdre l'usage de la raison, une personne ne laisse pas d'être obligée à la réparation du tort qu'elle fait

(1) *Traité des Obligations*, N° 119.

à quelqu'un dans l'état d'ivresse, car c'est sa faute de s'être mise volontairement dans cet état. Et en cela l'homme ivre diffère des enfants et des insensés auxquels on ne peut imputer aucune faute. » Ceci est logique, car l'ivresse ne saurait manifestement être une cause de suppression de la responsabilité civile, par la raison qu'une première faute ne saurait excuser celles qui en auraient été la conséquence. Et les tribunaux, appliquant ce principe dans son intégrité, ont maintes fois déclaré qu'un individu est civilement responsable des actes commis par lui dans un moment de folie, ou un accès de surexcitation mentale, quand cet état provient d'excès de débauche et des habitudes d'intempérance. L'art. 1384 recevrait également son application et la responsabilité des maîtres ou commettants de la personne ivre pourrait se trouver aussi engagée.

Ainsi donc, si une personne, atteinte d'aliénation mentale, n'est pas responsable, même civilement, du dommage que, par son fait, elle a causé à autrui, il n'en saurait être de même pour l'homme ivre, qui a commis la faute ou l'imprudence de boire plus que de raison. Il est, en conséquence, logique de décider que si l'annulation de l'acte, par suite de l'état d'ivresse d'une partie, a causé un préjudice à l'autre, la partie qui s'est mise dans cet état, doit, à cette dernière, réparation de ce préjudice, car en s'enivrant, elle a commis une faute, et sa responsabilité est, par suite, engagée, aux termes de l'art. 1382. Toutefois, nous devons ajouter que s'il est établi qu'une personne est tombée en état complet d'ivresse sans qu'aucune imprudence lui soit imputable, par suite d'une indis-

position, de manœuvres dolosives, il ne pourrait y avoir aucun quasi-délit, et elle échappera à une condamnation en dommages-intérêts. Cette théorie s'explique et rentre dans les termes de la théorie générale de la responsabilité civile. Mais d'ailleurs, même en dehors de cette circonstance, lorsqu'une convention a été annulée pour cause d'ivresse d'une des parties contractantes, l'autre partie ne peut exciper de sa bonne foi et réclamer des dommages-intérêts, alors que l'acte n'était pas raisonnable et contenait des dispositions telles qu'elles n'eussent pas été acceptées par une personne jouissant de ses facultés.

CHAPITRE II

L'ivresse et l'alcoolisme en matière de divorce et de séparation de corps.

L'ivresse n'est pas mentionnée par le Code parmi les causes de divorce. Mais la jurisprudence est unanime à déclarer que, quand elle se répète et devient une habitude chez l'un des conjoints, elle constitue une injure particulièrement grave, de nature à entraîner la dissolution du lien matrimonial. Ainsi donc, en cette matière encore, nous trouvons une distinction à faire dans leurs conséquences, entre l'ivresse, état passager, et l'alcoolisme, état habituel. Ainsi un cas d'ivresse isolé ou accidentel ne sera pas par lui-même une cause suffisante pour entraîner le divorce, à moins qu'il ait été accompagné de circonstances qui lui confèrent une gravité exceptionnelle, comme, par exemple, une publicité considérable et scandaleuse, des injures proférées, des brutalités. Et encore, il y a là une question de fait à examiner et à bien peser.

Donc en général l'ivresse n'est pas, par elle-même et par elle seule, une cause de divorce ; elle le devient, au contraire, quand elle se produit d'une façon réitérée, fréquente, habituelle, lorsqu'elle est accompagnée de manifestations dégradantes, peu conformes avec le milieu social et les habitudes des époux. Cette question est surtout une matière d'appréciation, où le juge est souverain, et dans laquelle il doit tenir compte, non

seulement du fait en lui-même, mais de la situation sociale des époux, et des circonstances dans lesquelles le fait s'accomplit. — C'est ainsi que des faits accidentels et peu nombreux d'ébriété, qui n'ont eu d'autres témoins que les gens de service de la maison, ne sont pas de nature à constituer, de la part d'un des époux à l'égard de l'autre, une injure grave pouvant autoriser une demande en divorce ou en séparation de corps. Il sera au contraire, si l'ivresse se reproduit et tourne à l'état d'habitude, malgré des instances pressantes et réitérées, et en arrive à être une cause permanente de chagrins pour l'autre époux, et de troubles dans l'existence conjugale, en même temps qu'un mauvais exemple dans la famille et dans la maison.

Relevons, en terminant, pour indiquer avec quelle intensité sévit le fléau, et quelles conséquences désastreuses il apporte dans la famille, que les faits d'ivrognerie constituent une des causes les plus fréquentes de divorce et sont retenus dans le plus grand nombre de jugements.

CHAPITRE III

L'ivresse et l'alcoolisme, causes de déchéance de la puissance paternelle.

La loi du 24 juillet 1889, sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, parmi les causes de déchéance de la puissance paternelle, en prévoit deux qui rentrent dans le cadre de cette étude.

Le premier cas est visé par le § 3 de l'art. 2. Il dispose : « Peuvent être déclarés déchus des mêmes droits. les père et mère condamnés par application de l'art. 2, paragraphe 2, de la loi du 23 janvier 1873 ». Ce texte vise le cas de condamnation des parents pour ivrognerie, et renvoie à l'art. 2, § 2, de la loi de 1873, que nous étudierons en détail dans notre deuxième partie. Il s'agit ici de la troisième récidive du délit d'ivresse publique et manifeste ; en d'autres termes, la loi a en vue les parents ayant subi, en moins de trois ans, quatre condamnations pour ivresse.

Le deuxième cas de déchéance qui nous intéresse est prévu par le § 6 de l'art. 2 : « En dehors de toute condamnation, dit-il, les père et mère qui, par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire et scandaleuse, ou par de mauvais traitements, compromettent soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants. »

Cette disposition s'est inspirée de l'art. 444 du Code civil relatif à la destitution des tuteurs infidèles ou

indignes. C'est là un des cas visés par la loi, qui sont destinés, dans la pratique, à assurer le mieux la protection des enfants contre ceux des abus de la puissance paternelle qui ne tombent pas directement sous le coup de la loi pénale.

La déchéance de la puissance paternelle suppose de la part de celui qui l'a encourue, une véritable indignité impliquant chez un père l'oubli de ses sentiments comme de ses devoirs envers ses enfants. Or l'homme, la femme, dans un état habituel d'ivrognerie, sont moins aptes que quiconque à former l'éducation de leurs enfants, à veiller sur leurs intérêts moraux et matériels : ils sont d'un exemple déplorable constamment placé sous leurs yeux, et, l'intelligence obscurcie, le sens moral éteint, ils ne peuvent avoir la prétention de les diriger.

Nous ne pouvons donc qu'approuver les dispositions de la loi qui permettent de faire prononcer dans ce cas la déchéance de la puissance paternelle.

La déchéance peut n'être pas définitive. Les parents, en effet, peuvent se corriger et perdre leurs habitudes d'ivrognerie. Alors la loi leur offre un moyen de recouvrer leurs droits perdus. Pour cela, il leur faut s'adresser au tribunal qui a prononcé la déchéance. Mais, ils ne seront admis, dans le premier cas, à se faire restituer la puissance paternelle qu'après avoir obtenu leur réhabilitation ; et, dans le second cas, qu'après un délai de trois ans à partir du jour où le jugement qui a prononcé la déchéance est devenu irrévocable ; encore le tribunal sera-t-il libre d'accueillir favorablement la requête, ou de la rejeter.

CHAPITRE IV

L'ivresse et l'alcoolisme, causes d'exclusion et de destitution de la tutelle.

Etablissons aussitôt la distinction entre l'exclusion et la destitution.

L'exclusion s'applique à celui qui est écarté de la tutelle pour des causes provenant de son fait et peu honorables. La destitution implique également une note d'infamie, et a aussi pour cause des faits personnels plus ou moins répréhensibles, mais elle est une mesure répressive; tandis que l'exclusion est une mesure préventive.

Dans cette matière, de même que dans celle que nous avons examinée au chapitre précédent, nous rencontrons l'influence de l'ivresse et de l'alcoolisme. L'art. 444, en effet, exclut de la tutelle les gens d'une inconduite notoire. Les mots « inconduite notoire », doivent s'entendre non seulement d'un dérèglement de mœurs, mais aussi de l'incurie, du défaut d'ordre et de sagesse dans la vie et la conduite des affaires. Or, on ne saurait nier que les individus qui se livrent habituellement à l'ivrognerie soient des gens d'inconduite au sens de la loi.

Le Code veut que l'inconduite du tuteur à exclure soit notoire. Mais la notoriété de l'inconduite ne doit pas nécessairement être telle qu'elle rende toute recherche inutile. Ainsi l'inconduite d'un tuteur peut être réputée notoire bien que les juges soient obligés

de recourir à une enquête pour s'assurer de l'existence des faits.

La loi du 24 juillet 1889, dont nous nous sommes occupés au sujet de la déchéance de la puissance paternelle, mentionne en même temps un cas d'exclusion de la tutelle. Aux termes des art. 1, 2, et 8 de cette loi, sont exclus de la tutelle les personnes qui ont encouru la déchéance de la puissance paternelle. Or cette déchéance peut être prononcée, nous l'avons vu, à la suite de condamnations pour ivresse, ou simplement par suite d'habitudes d'ivrognerie. Mais, aux termes des art. 15 et 16, cette cause d'exclusion prendrait fin si la puissance paternelle était restituée conformément à ces derniers textes.

Les causes de destitution sont les mêmes que celles d'exclusion de la Tutelle. Nous n'avons donc pas y à revenir.

CHAPITRE V

L'ivresse et l'alcoolisme dans les donations entre vifs et les testaments.

Il semblerait que nous n'ayons rien de spécial à relever sur cette matière, et qu'il suffirait de nous reporter à ce que nous avons dit plus haut au sujet des contrats et obligations conventionnelles en général, à savoir que le consentement étant l'une des conditions essentielles des conventions, l'homme qui fait une donation ou un testament, en état d'ivresse, fait un acte nul. Pourtant, en ce qui touche cette matière, le code contient une disposition notable. L'art. 901 porte en effet : « pour faire une donation entre vifs ou un testament, il faut être sain d'esprit. » Nulle part ailleurs dans le Code civil, le législateur n'a fait, comme ici, de la santé d'esprit une condition spéciale ; il s'est borné à dire que le consentement est nécessaire pour contracter. Aussi le tribun Jaubert pouvait-il dire dans son rapport : « Cet article a d'abord causé quelque surprise ; ne faut-il pas être sain d'esprit dans tous les actes ? »

Si le législateur a cru devoir dire d'une manière spéciale, pour les donations et testaments, ce qu'il se contente de dire implicitement pour les autres conventions, c'est que les actes à titre gratuit se distinguent profondément, par leur nature et par leurs effets des actes à titre onéreux : « C'est surtout, ajoutait le tribun Jaubert, pour les dispositions à titre gratuit

que la liberté de l'esprit et la liberté du jugement sont nécessaires. Le plus souvent l'homme ne dispose surtout par testament, que dans ses derniers moments. Alors, que de dangers pour le malade, que d'embûches de la part de ceux qui l'entourent ! » Laurent s'exprime dans le même sens (t. 11, n° 106) : « Pour les actes à titre onéreux, dit-il, les causes qui obscurcissent l'intelligence sont moins à redouter : les parties contractent d'ordinaire des obligations réciproques dont l'une est l'équivalent de l'autre, les surprises sont donc moins à craindre ; les actes étant intéressés de leur nature, chacune des parties veille naturellement à son intérêt. Tandis que les actes à titre gratuit sont désintéressés de leur essence ; c'est, de la part du disposant, une abdication de son intérêt personnel ou de l'intérêt de sa famille ; le donateur préfère le donataire à lui-même, le testateur préfère le légataire à ses parents souvent les plus proches et les plus nécessaires. C'est un noble sentiment que celui de la bienfaisance, de la charité, mais il n'y en a pas qui s'égarent plus facilement et dans lesquels la pression joue un plus grand rôle. Et c'est précisément celui qui reçoit la libéralité qui est intéressé à égarer celui qui la fait. »

En quoi donc consiste d'une façon précise la condition posée par l'art. 901, que le disposant soit sain d'esprit, ou, comme le disaient nos anciennes coutumes, qu'il soit « *sain de bon sens et d'entendement* » ? Le législateur exige par là l'intelligence et la volonté. Il faut, d'une part, que le disposant comprenne le caractère et les effets de l'acte dont il s'agit, donation entre vif ou testament ; il faut, d'autre part, qu'il

ait la volonté de faire cet acte, et qu'il puisse aussi naturellement manifester cette volonté.

Plaçons-nous maintenant au point de vue que nous envisageons spécialement dans cette étude : l'influence de l'ivresse.

L'ivresse produit un dérangement accidentel et momentané de la raison. Il est bien certain que si, au moment même de l'acte, le testateur est dans un état d'ivresse telle qu'il n'a plus conscience de ce qu'il dit et fait, il n'est pas sain d'esprit dans le sens de l'art. 901. Il ne saurait y avoir aucune contestation sur ce point. Cela serait vrai surtout si l'ivresse avait été provoquée par le bénéficiaire de la disposition ; en ce cas, le vice de dol viendrait se joindre au vice d'insanité, et il y aurait une raison de plus pour annuler la disposition.

Nous savons que l'habitude de l'ivresse peut entraîner l'altération des facultés intellectuelles et engendrer la démence. Mais si la folie n'est pas permanente, si elle laisse des intervalles lucides, le testament fait dans un de ces intervalles sera-t-il valable ? Oui, car nous devons nous placer au moment même de l'acte pour apprécier l'état d'esprit de celui qui le consent. Et la jurisprudence, en conformité de ce principe décide (1) qu'un testament ne peut être annulé par le motif que l'état d'ivresse presque continu du testateur aurait dérangé ses facultés intellectuelles, s'il est établi que dans les intervalles de son ivresse, le testateur avait

(1) Rennes, 10 mars 1846 ; D. P., 46, 2, 232. — Douai, 6 mars 1854 ; *Rec. arr.*, Douai, t. XII, p. 209. — Besançon, 17 décembre 1877 ; *Rec. arr.*, Besançon, 1877, p. 146.

la pleine intelligence de ses actions; et que c'est dans un de ces intervalles que le testament a été fait. — Enfin, pour que l'ivrognerie du testateur, puisse être mise sur la même ligne que l'insanité d'esprit, et entraîner la nullité du testament, il faut qu'elle ait été telle qu'elle ait amené non seulement l'affaiblissement des organes, mais encore l'absence de la volonté et de la raison.

Et les tribunaux ont, en cette matière, un pouvoir discrétionnaire d'appréciation, et ils peuvent, eu égard à la gravité ou à la vraisemblance des faits articulés, soit rejeter immédiatement et *de plano* la demande en nullité, soit, au contraire, prononcer tout de suite et *de plano*, la nullité de la disposition, soit enfin admettre la preuve, sauf ensuite à en apprécier le résultat, à l'effet de maintenir ou d'annuler la disposition. Ainsi, par exemple, les juges appelés à statuer sur la validité d'un testament olographe, par lequel une personne qui se livre habituellement à des excès de boisson, troublant sa raison, exhérède l'héritier du sang, au profit d'un étranger, peuvent annuler *de plano* ce testament pour cause d'ivresse lors de sa confection, en se fondant sur les dispositions y contenues, comparées à une correspondance du testateur avec l'héritier du sang, antérieure et postérieure à l'acte testamentaire, et dont les termes clairs et précis sont tout le contraire de ceux de cet acte. Ils ne sont pas obligés, en pareil cas, de faire droit à une articulation du légataire, tendant à prouver que, lors du testament, le testateur était bien sain d'esprit (1).

(1) Orléans, 22 juin 1889; *Rev. not.*, N° 8133.

Quand il s'agira d'un testament authentique, dans lequel le notaire constate que le testateur jouissait de sa raison ou de ses facultés intellectuelles, faudra-t-il, si l'on veut faire annuler le testament en invoquant l'état d'ivresse du *de cujus*, recourir à l'inscription de faux ? La preuve par témoins pourra-t-elle être admise ? Nous pensons que cette preuve testimoniale pourra être admise s'il s'élève des présomptions graves, résultant de faits déjà constants, à l'encontre de la constatation faite par le notaire que le testateur était sain d'esprit. Si la loi, en effet, a réglé d'une manière invariable les formalités substantielles du testament, il n'entre cependant pas dans les attributions légales du notaire de constater souverainement l'état intellectuel du testateur, et son opinion n'est qu'une opinion purement morale. Mais il incombe aux héritiers du *de cujus* de faire la preuve que celui-ci, *au moment précis* où il avait comparu devant le notaire, était sous l'influence de l'ivresse et privé de sa volonté libre et réfléchie. Il ne suffirait donc pas, comme l'espèce s'est présentée (1), d'offrir de prouver que le testateur s'était mis en état d'ivresse le matin et le soir même du jour de la dictée du testament. et la preuve fournie ne saurait prévaloir contre la disposition du notaire rédacteur et celle des témoins, établissant qu'au moment précis où il formulait ses volontés, le disposant était parfaitement sain d'esprit.

(1) Rennes, 18 mars 1846 ; D., 1846, 2, 232.

CHAPITRE VI

L'ivresse et l'alcoolisme en matière d'accident du travail.

Il est intéressant également d'examiner l'influence de l'ivresse et de l'alcoolisme dans cette matière réglementée par des textes relativement très récents, et au sujet de laquelle une jurisprudence très volumineuse s'est établie.

La loi du 9 avril 1898 stipule dans son art. 20, al. 2, que « le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre 1^{er}. »

Devons-nous considérer l'ivresse de la victime comme une faute inexcusable ?

Tout d'abord, on ne saurait nier l'exactitude du principe suivant : si un ouvrier en état d'ivresse a accompli un acte qui, exécuté de sang froid, eût mérité d'être qualifié faute inexcusable, et si cet acte a été la cause génératrice de l'accident dont il a été victime, il ne peut invoquer son état d'ivresse comme une atténuation susceptible d'enlever à sa faute son caractère de faute inexcusable.

En second lieu, tout autre fait générateur d'un accident, tel qu'une chute, une maladresse, une perte d'équilibre, une négligence, revêt en principe le caractère de faute inexcusable, s'il est établi que leur auteur était vraiment en état d'ivresse, et que l'état d'ivresse en a été la cause directe ; car, un ouvrier qui se met

en état d'ivresse pendant son travail accomplit un acte volontaire dont il connaît le danger et qui n'a évidemment été ni ordonné ni autorisé par son patron.

— Ainsi, il a été jugé qu'il y avait faute inexcusable :

1^o De la part d'un ouvrier en état d'ivresse qui a, au mépris de la défense formelle du patron, exécuté un travail dangereux au cours duquel il a été blessé (1) ;

2^o De la part d'un ouvrier charretier qui tombe du siège de sa voiture à raison de son état d'ivresse (2) ; ou qui, ayant, en état d'ivresse, commis l'imprudence de s'asseoir sur le brancard du tombereau qu'il conduisait, a fait une chute sous les roues dudit tombereau (3) ;

3^o De la part d'un ouvrier couvreur, qui monte sur un toit, en état complet d'ivresse (4) ;

4^o De la part d'un ouvrier qui, se trouvant en état d'ivresse, continue à travailler, malgré l'invitation à se retirer, qui lui est adressée par ses chefs, et qui devient victime d'un accident (5).

Mais à l'inverse, on ne saurait trouver les éléments d'une faute inexcusable, si l'état d'ivresse n'avait pas été la cause directe et certaine de l'accident. En fait, les tribunaux auront aussi à tenir compte du degré de l'état d'ébriété, des circonstances dans lesquelles l'ouvrier a été amené à boire plus que de raison, du point de savoir s'il s'adonnait habituellement à la

(1) Lille, 18 février 1900 ; D., 1902, 2, 29. — Cour de Paris, 5 novembre 1902 ; *Gaz. Pal.*, 1903, 1, 205.

(2) Valence, 20 février 1900 ; *Rec. min. comm.*, N° 3, p. 211.

(3) Cour Nancy, 27 mars 1901 ; D., 1902, 2, 23.

(4) Cour Rennes, 1901 ; *Gaz. Pal.*, 1901, 2, 643.

(5) Douai, 21 décembre 1903 ; *Rec.*, Douai, 1904, 94.

boisson, etc... La jurisprudence est d'ailleurs très souple, très élastique, en cette matière : c'est là une garantie rassurante.

Il ne faut pas perdre de vue, non plus, les devoirs de surveillance qu'un patron doit exercer par lui-même ou par ses préposés sur le personnel placé sous ses ordres. Un ouvrier en état d'ivresse doit être rigoureusement exclu de tout chantier, atelier, ou lieu de travail quelconque. Si, par négligence ou pour tout autre motif, un patron ou son préposé avait commis la grave imprudence de tolérer la présence d'un ouvrier ivre, et ne pas s'opposer à ce qu'il se livrât à certains travaux, l'accident dont cet ouvrier pourrait être victime aurait pour cause non seulement l'état d'ivresse de la victime, mais aussi l'imprudence grave du patron ; et, en pareil cas, celui-ci paraîtrait devoir être difficilement fondé à se prévaloir d'une faute inexcusable de son ouvrier.

CHAPITRE VII

L'ivresse et l'alcoolisme dans le contrat d'assurance.

Nous avons étudié, dans notre premier chapitre, le rôle de l'ivresse et de l'alcoolisme sur la *formation* des contrats et obligations conventionnelles en général. Mais, il est des contrats qui, valables dès leur origine, peuvent être influencés au cours de leur exécution, par l'ivresse. Ce sont les contrats qui nécessitent des prestations répétées, continues. Il en est ainsi du contrat d'assurance, que nous examinons ici, en dernier lieu, car il n'est réglementé ni par le code ni par une loi spéciale. La jurisprudence a été appelée à l'envisager, et ses décisions nous fourniront les éléments de notre étude.

Cette matière prend de jour en jour plus d'importance. Depuis longtemps les assurances-vie, incendie, les assurances contre la grêle, et celles du même genre sont en usage ; mais actuellement les risques assurés varient à l'infini : on assure maintenant contre le vol, contre la perte des loyers et fermages, contre la responsabilité civile des officiers ministériels, des pharmaciens, etc.. Aussi il nous a paru intéressant de rechercher ici si, l'ivresse de l'assuré faisant naître le sinistre, la compagnie pourra invoquer la déchéance.

En principe, seule une faute lourde assimilable au dol, ou, plus simplement, une faute qui, sans supposer

nécessairement le dessein de nuire, est assez grave pour impliquer une incurie coupable de la part de l'intéressé, décharge la compagnie de l'obligation de payer l'indemnité. Il convient, en effet, d'écarter, dans ce cas, la responsabilité de l'assureur, par ce motif qu'en l'absence d'un texte formel, les contrats doivent être interprétés de bonne foi, et qu'il ne doit pas être possible à une partie d'aggraver les obligations de son co-contractant par des faits qui, s'ils ne proviennent pas directement d'un acte volontaire, sont néanmoins le produit d'une indolence coupable dans son principe général, sinon dans chacune de ses manifestations. Mais il faudrait se garder d'être trop rigoriste, et prétendre que toute faute commise par l'intéressé suffirait pour faire prononcer la déchéance contre lui. Aussi nous pensons que l'assurance doit couvrir les accidents dus à une imprudence, ou à une faute légère. C'est qu'en effet, on a pour but, en s'assurant, de couvrir non seulement un sinistre fortuit ou causé par une force majeure, mais aussi de se protéger contre ses propres oublis, ses propres imprudences, ses propres fautes, quand elles n'ont rien d'excessif, et dans lesquelles on ne peut voir le désir de causer le sinistre à dessein et en connaissance de cause.

Ces principes étant posés, il reste à savoir alors si le sinistre qui a sa source dans l'état d'ivresse de l'assuré doit être considéré comme étant la conséquence d'une faute telle qu'elle exonérerait la Compagnie d'Assurance de ses obligations, et entraînerait la déchéance de l'assuré.

Bien qu'il y ait là une question de fait, laissée à l'appréciation des juges, il nous semble bien que, d'une

façon générale, il faille admettre la négative. Ainsi, l'individu qui, en état d'ivresse, renverse une lampe et met le feu à sa maison ne devra pas perdre le bénéfice du contrat qui assure cette maison contre l'incendie. On peut bien lui reprocher de s'être enivré, mais on ne saurait prétendre qu'il ait prévu les conséquences de sa faute ; on ne peut lui reprocher une intention dolosive, et, à coup sûr, il aurait agi de la même manière si son immeuble n'avait pas été assuré. — De même aussi, une Compagnie d'assurances qui a assuré un individu contre les réparations civiles auxquelles il pourrait être tenu par suite des accidents que ses voitures attelées causeraient aux tiers, ne pourrait se soustraire à la garantie qui lui incombe, sous prétexte que l'assuré était, au moment de l'accident, en état d'ivresse. Il est impossible, en effet, d'assimiler tout fait, qui est la conséquence de l'ivresse, à un fait volontaire, alors même qu'on considérerait l'état d'ivresse comme étant le résultat de la volonté de celui qui s'y trouve plongé : l'accident qui se produit pendant l'ivresse n'est pas le résultat direct d'un fait volontaire, mais seulement la conséquence involontaire et indirecte de ce fait. L'assurance aurait d'ailleurs bien peu d'utilité si elle n'avait pour effet de mettre l'assuré à l'abri des suites de sa négligence, de ces fautes que personne ne saurait être certain d'éviter qui ne renferment aucune intention dolosive, et qui sont la cause la plus fréquente des sinistres.

Telles sont les solutions qui nous paraissent devoir être admises en l'absence de stipulations spéciales. Mais en réalité, et dans la pratique, la plupart des polices, surtout en matière d'assurance-accident,

prennent soin de spécifier certaines circonstances, parmi lesquelles figurent l'ivresse, qui, de plein droit, et sans aucune recherche d'intention coupable, entraînent la déchéance du bénéfice d'assurance. Ainsi se trouvent souvent évités les discussions et procès, et la solution que nous avons indiquée n'aura que de rares cas d'application.

Nous avons ainsi parcouru les différentes matières de notre droit civil dans lesquelles l'influence de l'ivresse et de l'alcoolisme méritait d'être relevée et étudiée. Nous avons vu que souvent leur rôle est considérable et entraîne des conséquences importantes.

Mais c'est surtout dans le domaine du droit pénal, à l'étude duquel nous arrivons maintenant, que nous aurons à signaler leur influence néfaste, et la gravité des troubles qu'ils apportent dans les rapports sociaux.

DEUXIEME PARTIE

L'IVRESSE ET L'ALCOOLISME EN DROIT PÉNAL

CHAPITRE PREMIER

Influence de l'ivresse et de l'alcoolisme sur la criminalité.

Dans presque tous les Etats civilisés, les criminalistes, les statisticiens et en général tous ceux qui, de par la nature de leurs fonctions, ont à s'occuper de ces questions, sont d'accord pour constater presque à l'unanimité que 70 à 80 % des crimes et délits sont causés par l'abus de l'alcool.

Et c'est assez facile à comprendre. De deux choses l'une, en effet : ou bien l'alcool produit l'ivresse au cours de laquelle l'ivrogne ne sait plus ce qu'il fait, n'a plus sa raison, est devenu en somme une brute irresponsable qui commet le crime sans en avoir conscience et ne s'en souvient parfois pas, une fois révenu à la raison ; ou bien l'alcool pris à petites doses, mais habituellement, exerce son influence sur le cerveau et l'intelligence, les affaiblit, fait perdre au buveur toute notion du bien et du mal, et détruit chez lui toute idée du sens moral. Il est à remarquer, dans ce dernier cas, que la gravité des délits et crimes augmente progres-

sivement et que leur nature varie : un médecin anglais Miller (1) a analysé d'une façon remarquable l'action de l'alcool sur le moral, a fait, en quelque sorte, la génèse de l'alcoolique criminel : « Lorsque l'alcool est pris à dose modérée, dit-il, l'imagination est excitée et prend librement son essor ; les penchants animaux sont stimulés, et le contrôle que l'homme exerce sur lui-même est moins actif. Cet  tat prédispose à la satisfaction des passions sensuelles de la cupidité. A dose plus élevée, l'élément animal de l'être subit une excitation plus énergique ; la raison est pervertie, sinon diminuée, la sensibilité morale et le pouvoir moral s'affaiblissent, l'homme est à la merci de ses plus viles passions. De là la colère et les disputes, les rebellions et les vengeances, les attaques et les effractions, toutes sortes d'actes blâmables ; augmentez encore la dose : la dégradation est plus complète ; l'homme, hors de lui-même, devient de plus en plus dangereux, aussi longtemps que le cerveau reste à un certain degré au service des sens corrompus et que les muscles obéissent à la volonté dépravée. Maintenant, le buveur est mûr pour l'effusion du sang, pour l'assassinat, pour le viol. »

Le criminel, buveur d'habitude, franchirait donc trois étapes, et à chacune il monterait d'un degré dans l'échelle du crime. Peu dangereux encore dans la première période où il ne nuirait guère qu'à lui-même, il subirait dans la seconde cet affaiblissement de l'intelligence dont nous parlions plus haut, et qui le conduirait, suivant ses instincts et son milieu social,

(1) Cité par PEETERS : *L'alcool*, Bruxelles, 1895.

au vagabondage, aux violences, aux délits contre la propriété. De la seconde période à la troisième, la distance se franchit rapidement, et le vagabond ou le voleur devient bien vite un assassin. Les casiers judiciaires des buveurs d'habitude condamnés pour meurtre, pourraient en donner la preuve ; on y verrait cette dernière condamnation précédée de beaucoup d'autres pour des crimes ou délits moins graves, et il en serait ainsi dans la plupart des cas ; au contraire, l'individu qui aura tué sous l'empire d'une ivresse passagère pourra n'avoir aucune condamnation antérieure.

Que de fois n'a-t-on pas cité les exemples d'Alexandre le Grand qui faisait périr ses meilleurs amis, comme Clitus, après un festin ; de Cambyse que les excès de table portaient aux actes de la plus odieuse barbarie ; d'Héliogabale et de tant d'autres souverains de l'antiquité. Ce sont souvenirs de collège, mais en se rapprochant de notre époque combien ne leur a-t-on pas fourni d'imitateurs ? Les récits émouvants par les journaux des horribles drames de l'alcoolisme prouvent suffisamment les liens étroits qui unissent le crime à l'ivresse et à l'alcoolisme qui en est la conséquence plus ou moins prochaine. M. Thiry, professeur de droit criminel à la faculté de Liège, a observé, en 1896, 168 détenus dans la prison de cette ville. Sur ce nombre, 76 étaient ivres au moment du délit, et 33 ivrognes habituels.

M. le Professeur Masoin (1), de son côté, a fait la statistique de la criminalité par rapport à l'alcoolisme,

(1) *Bulletin de l'Académie royale de Médecine de Belgique*, communication faite à la séance du 27 juin 1896.

en se basant sur les 2 826 individus entrés à l'établissement pénitentiaire de Louvain, de 1874 à 1895, tous individus condamnés à cinq années d'emprisonnement au minimum. Pour 238 d'entre eux, il n'a pu obtenir de renseignements. Restent 2588, sur lesquels 1157 étaient des alcooliques.

Des condamnés aux travaux forcés à perpétuité, 40,7 % étaient ivres au moment du crime, 50,6 % étaient notés comme ivrognes.

Enfin sur 218 condamnés à mort, la question d'ivresse demeure indécise pour 130. Sur les 88 autres, 38 étaient ivres au moment du crime, soit 43,1 %. Pour la question d'alcoolisme, on n'a pas de renseignements sur 16 d'entre eux ; restent 202 sur lesquels 121 sont des buveurs d'habitude, soit 60 %. M. le Professeur Masoin conclut de ces observations, d'abord, que l'alcool joue un grand rôle dans la perpétration des crimes, et que ce rôle augmente avec leur gravité ; de plus, que l'ivrognerie habituelle, l'alcoolisme, en un mot, est beaucoup plus redoutable que l'ivresse passagère.

Des observations analogues ont été faites en Suisse et en Allemagne ; elles ont donné les mêmes résultats.

En France, d'une enquête approfondie faite en 1886, par M. Marambat, greffier de la prison Sainte-Pélagie, sur 2950 détenus, il résulte que la proportion des sujets adonnés à l'intempérance était de 72 %. Pour les diverses catégories de condamnés, la proportion était la suivante : récidivistes, 78 % de buveurs ; condamnés pour coups et blessures, 88 ; pour mendicité et vagabondage 79 ; pour attentats aux mœurs, 53. Mais en ces matières, rien ne vaut la méthode expéri-

mentale : or une expérience déjà ancienne, il est vrai, mais absolument démonstrative, a été faite en Irlande. En 1838 il se produisit un mouvement général en faveur de l'abstinence des boissons alcooliques, à la suite des prédications du P. Mathieu, de l'ordre des capucins. Celui-ci en cinq ans reçut le serment d'abstinence de 5.640.000 personnes. Six mois après les premières prédications, une des prisons de Dublin fut fermée, faute de détenus; la population d'une autre tomba en deux mois de 3.202, à 1.604 prisonniers; 237 débits de boissons durent fermer leurs portes.

Il est également intéressant de constater que dans une même semaine, il est des jours où les délits sont plus fréquents; et ce sont les jours où l'ouvrier ne travaille pas, le dimanche, par exemple, et le lundi. M. Otto Lang (1) a observé ce fait à Zurich : voici le résultat qu'il a obtenu : 141 cas de coups et blessures :

Dimanche,	Lundi,	Mardi,	Mercredi,	Jeudi,	Vendredi,	Samedi.
60	22	11	10	10	10	18

On voit que pour deux jours, le nombre des cas est plus que double que pour les cinq autres jours de la semaine; et cela se comprend; tant que l'ouvrier travaille, il n'a pas l'occasion de s'enivrer; il se couche de bonne heure, le soir, en sortant de son travail, pour pouvoir se lever plus tôt le lendemain; il sait que s'il se présentait chez son patron en état d'ivresse, il serait congédié; mais le samedi soir, il a touché sa paye, il n'a pas la préoccupation d'être le lendemain de bonne heure à l'ouvrage; le dimanche, il passe sa journée au

(1) OTTO-LANG. — *L'alcool et la criminalité.*

cabaret avec des amis ; on joue, on boit, on s'excite, on se dispute, et finalement, on se frappe quelquefois grièvement.

Examinons maintenant les différentes variétés de crimes et de délits ; nous allons voir que dans chacune d'elles, l'alcool a sa part d'influence.

A. *Assassinat*. — Cette influence peut être constatée dans une grande partie des assassinats. Elle peut d'ailleurs s'exercer de plusieurs manières. L'alcool, en effet, exaspère les instincts et les passions de l'individu. Et ceux qui ont le caractère naturellement violent et emporté seront d'autant plus poussés à commettre le meurtre ; sous l'influence de la boisson, la brute qui sommeille en eux se réveille, et une expression populaire rend fort justement leur état d'âme : on dit qu'ils « voient rouge ». Incapables à ce moment de se rendre compte de l'acte qu'ils vont commettre, la plus légère contradiction, une simple parole, quelquefois dite dans l'intention de les calmer, suffit pour qu'ils frappent. Ce cas est très fréquent, et se produit en général dans tous les meurtres commis au cabaret ou dans ses environs. M. Jacquet a constaté que près de la moitié des condamnations prononcées en 1877, par le tribunal correctionnel de Bâle, pour meurtres, coups et blessures, s'appliquaient à des actes commis, soit au cabaret, soit même dans ses environs. Mais l'alcool ne produit pas toujours l'ivresse et le délire qui rendent l'homme irresponsable ; ses effets se traduisent souvent aussi chez l'alcoolisé par des impulsions au meurtre, des obsessions de commettre un crime, ou bien encore par le délire de la persécution au cours

duquel l'homme, croyant agir pour sa défense, tue des êtres innocents.

On pourrait multiplier à l'infini les exemples de meurtres accomplis sous l'influence directe ou indirecte de l'alcool. Une récente statistique du service des prisons donne, en France, la proportion de 53 alcooliques pour cent détenus pour assassinat.

D'après une statistique (1) qui a porté sur 32.837 prisonniers internés dans 120 établissements de toutes les parties de l'empire allemand, 63 % des assassinats sont commis par des individus notoirement alcooliques.

B. *Coups et blessures, rebellion, outrages.* — L'alcool, quoique développant les instincts violents de l'individu, ne le conduit heureusement pas toujours au meurtre ; mais il est bien certain que son influence s'exerce dans la presque totalité des affaires de coups et blessures volontaires, de violence, de rebellion, d'insultes et d'outrages. Combien de disputes, en effet, pourraient être évitées si les parties étaient de sang froid. Des disputes et des violences de langage, on en vient aux coups et aux violences physiques ; le résultat est, pour tout le monde, une citation devant les tribunaux correctionnels. Les cabarets sont souvent le théâtre de rixes sanglantes qui ne se produisent ordinairement pas dans d'autres lieux. Les parties de plaisir les plus gaies se terminent souvent par l'intervention des agents de l'autorité, et si cette intervention inspire la verve joyeuse des vaudevillistes,

(1) Du Dr BAER.

elle n'en laisse pas moins, sur les casiers judiciaires, des taches parfois longues à effacer.

En France, la statistique donne une proportion de 70 % de cas où les coups et blessures ont été portés par des alcooliques. En Allemagne, elle est de 75 % environ.

La proportion dans les cas de rébellion, d'insultes et d'outrages aux agents est plus forte encore (76 % en France et en Allemagne) ; elle n'a rien qui puisse étonner, si l'on songe que les individus arrêtés pour un délit quelconque, ou même une simple contravention, sont dans un état d'ivresse assez avancé pour ne pas se rendre compte qu'en refusant d'obéir, ou en insultant les agents, ils aggravent singulièrement leurs cas.

Les outrages et la rébellion sont des délits graves dans la vie civile. Mais si l'on ouvre le code militaire, à quelles peines effrayantes elles exposent ceux qui s'en rendent coupables. Le soldat qui, ivre, frappe un de ses supérieurs, fut-ce un caporal ou un sous-officier, est passible de la peine de mort. Et qu'il n'allégué pas pour sa défense qu'il était en état d'ivresse ! L'ivresse est toujours regardée comme une circonstance aggravante, et les alcooliques, à moins qu'ils n'aient reçu par hérédité de leurs parents les germes de la terrible maladie, ne peuvent espérer des conseils de guerre aucune indulgence.

C. *Attentats aux mœurs.* — Chez les individus de caractère plus faible, de force musculaire moins considérable, l'alcool éveille souvent les instincts sensuels. Ainsi la proportion des attentats aux mœurs et outrages publics à la pudeur commis avec ou sans

violence par des alcooliques, est-elle de 57 % en France et de 77 % en Allemagne. Il faut remarquer d'ailleurs que la perversion des sens est complète chez les alcoolisés, et qu'ils obéissent la plupart du temps à une impulsion qui ne leur permet pas même de se rendre compte des conditions dans lesquelles leurs attentats sont accomplis.

D. *Vols, escroqueries, faux.* — M. Marambat, greffier de la prison Sainte-Pélagie, calculait que sur 1898 condamnés pour vols, escroqueries, faux, 70 % étaient des intempérants. Il est certain que, parmi ces crimes et délits un petit nombre seulement peut être commis par des individus en état d'ivresse. On ne se rend pas bien compte, en effet, de la manière dont un faussaire pris de boisson pourrait imiter une pièce de 20 fr. et surtout un billet de banque. De même, l'escroquerie et la plupart des vols exigent une liberté d'esprit au moment de la conception de l'acte et une habileté au moment de son exécution, incompatibles avec l'état d'un ivrogne d'occasion. Le chiffre que nous venons de citer ne doit évidemment guère comprendre que des buveurs d'habitude, chez lesquels l'alcool a détruit toute notion de sens moral. Nous ferons cependant une exception pour le genre de vol auquel on a donné le nom de kleptomanie. Ce vol a un caractère tout particulier : il se commet en plein jour, aux étalages ; sans aucune précaution pour se cacher, le malade (car l'expression de voleur, impliquant l'idée d'intention frauduleuse, ne serait pas exacte), le malade l'avoue tout naturellement ; il porte généralement sur des objets absolument inutiles pour celui qui les prend.

L'influence de l'alcoolisme, dans ce cas, est tout à fait indirecte, car la kleptomanie résulte plutôt d'un affaiblissement de l'intelligence qu'il a pu produire, il est vrai, et auquel les médecins ont donné le nom de paralysie générale.

E. *Incendie*. — Il existe une autre manière de porter atteinte à la propriété : c'est l'incendie, et c'est là surtout que l'influence de l'alcool est considérable. Nous laisserons de côté bien entendu les incendies qui ont pour cause l'imprudence de l'alcoolique, pour nous occuper seulement de l'incendie volontaire.

L'incendiaire alcoolique, à la différence du voleur atteint de la même maladie, n'agit pas, lui, parce que le sens moral et la distinction du bien et du mal sont atténués chez lui ou complètement disparus. Et cela se comprend : le voleur vole pour tirer profit de l'objet volé, il a un but pratique, qui est son enrichissement. L'incendiaire, au contraire, détruit; il ne tire de son acte aucun profit (en principe ; nous excluons le cas où il espère obtenir d'une compagnie d'assurances une somme supérieure à la valeur de l'immeuble détruit) ; il n'est même pas guidé par la volonté de nuire à son prochain ; en un mot, il agit par impulsion ou par obsession. Il n'est même pas possible de dire que dans ce cas l'alcoolisme se confond avec la folie, et le docteur Bouchard concluait nettement, à la suite d'une expertise : « on est porté à regretter que dans notre pays, de pareils sujets ne puissent être internés dans des asiles spéciaux, un temps suffisant pour les mettre hors d'état de nuire ! Nos asiles ne peuvent recevoir que des aliénés, et *il ne l'est pas*. »

F. *Vagabondage et mendicité.* — La proportion des alcooliques condamnés pour vagabondage et mendicité (ces deux délits vont généralement de compagnie) est de près de 80 % en France. Et de fait le vagabondage et la mendicité proviennent presque toujours de l'alcoolisme ; il est peu d'impressions aussi pénibles que celle que l'on éprouve en croisant sur les routes ces individus d'aspect sinistre, vêtus de haillons sordides, les cheveux et la barbe incultes, le visage ravagé moins peut-être par les privations que par les tares et les stigmates de toutes sortes que leurs vices y ont imprimés. On les redoute comme des malfaiteurs, et l'on a raison, car les neuf dixièmes d'entre eux n'hésitent pas, s'ils en trouvent l'occasion, à marauder de tous côtés, et à prendre par la ruse et la force ce qu'ils ne peuvent obtenir de bonne grâce. L'alcool les a tellement déprimés, au point de vue physique et moral, que tout travail régulier leur est devenu à peu près impossible, et qu'ils ne sortent guère d'une prison que pour entrer dans une autre. Quant à la mendicité, combien de gens ne s'y livrent que pour aller au cabaret s'enivrer davantage ; là, l'alcool n'est plus seulement la cause, il est aussi le but. Combien de fois, dans les grandes villes, sur le point de faire l'aumône à un misérable qui nous tendait la main, ne nous sommes-nous pas détournés de lui avec dégoût parce que son haleine empoisonnait l'absinthe ! De tels êtres, toujours prêts à commettre le crime ou le délit, au hasard de la rencontre, sont des êtres inutiles et dangereux pour la Société, et c'est toujours l'alcool qui est cause du mal.

Nous ajouterons quelques mots sur la criminalité

infantile. S'il est un enseignement que les parents doivent donner à leurs enfants, c'est surtout celui de l'exemple. Quelle autorité un père pourra-t-il avoir sur son fils en lui défendant de boire de l'alcool, si l'enfant lui en voit lui-même faire usage, à plus forte raison s'il le voit en abuser ; généralement les parents qui se livrent à la boisson n'ont même pas la prudence et la sagesse de faire cette défense ; et l'enfant imite tout naturellement ce qu'il voit faire autour de lui. En Normandie, par exemple, où l'eau-de-vie est parfois, pendant les repas, la boisson habituelle, comment pourrait-il faire pour échapper à la contagion ? Nous sommes loin du temps où Lycurgue montrait aux jeunes Spartiates des ilotes ivres, pour leur faire comprendre la honte de l'ivrognerie et leur en donner l'horreur.

Aussi a-t-on constaté, au cours de ces dernières années, une augmentation importante de la criminalité chez les enfants. Ceux-ci, issus de parents alcooliques, ont en eux le germe de la maladie ; aussi les instincts mauvais qui n'ont pas encore eu le temps de se développer chez le père, apparaissent-ils d'une manière précoce chez l'enfant. Généralement il a été remarqué que les assassins montraient d'autant plus de cynisme et avaient d'autant plus d'indifférence de la gravité de l'acte commis qu'ils étaient plus jeunes. On trouve chez eux une forfanterie du vice qui ne se rencontre que rarement chez les hommes faits. Une visite dans nos maisons de correction serait édifiante à cet égard. Et il est malheureusement bien rare que le régime auquel ils sont soumis pendant un certain nombre d'années ait pour effet de les ramener au

bien. Nous n'avons point à discuter ici de l'utilité des maisons de correction, mais, laissant cette question de côté, il est certain que ces individus, nés de parents alcooliques, ont dans le sang, pour ainsi dire, l'alcool et le crime qui en est la conséquence ; les efforts tentés sur eux n'aboutissent que rarement ; la plupart d'entre eux sortent de ces maisons pour entrer au régiment, où la discipline sévère pourra contenir les uns pendant quelque temps, tandis qu'elle en enverra d'autres devant les conseils de guerre. — Quant à ceux qui, au lieu d'être enfermés, sont rendus à leurs parents, quels exemples trouveront-ils à suivre ? Ils sont victimes, tous, non seulement de leurs vices propres, mais encore de ceux de leurs parents, que l'alcool a développés en eux.

Telle est l'influence énorme de l'alcool sur le développement de la criminalité. Peut-être pourrait-on nous objecter que la corrélation établie par nous est élastique, que les statistiques se trompent parfois, que l'on peut enfin confondre l'effet et la cause. A cela, nous répondrons que les chiffres des statistiques que nous avons citées sont plutôt au-dessous de la vérité, loin d'être trop élevés ; car ils ne portent que sur les cas où l'alcoolisme est indéniable : et pour un alcoolique reconnu et criminel, combien d'autres sont déjà sur la pente qui doit les conduire au crime, combien, sans s'en rendre compte, n'attendent en quelque sorte que l'occasion pour aller à leur tour peupler les prisons et les asiles !

CHAPITRE II

Influence de l'ivresse et de l'alcoolisme sur la responsabilité pénale.

Nous n'entreprendrons pas ici l'étude de la théorie générale philosophique de la Responsabilité ; nous n'examinerons pas les discussions des différentes écoles sur ce sujet. Nous nous cantonnerons dans le cercle spécial que nous nous sommes assigné, et nous nous demanderons quel pourra être l'effet de l'ivresse et de l'alcoolisme relativement à la criminalité des actes commis sous leur empire. Et cette question de responsabilité offre un intérêt considérable, puisque, ainsi que nous venons de le voir, le plus grand nombre des crimes et délits est commis par des alcooliques ; il y a donc nécessité à bien fixer jusqu'à quel degré sont généralement responsables les auteurs de ces infractions.

Tout crime ou délit se compose du fait et de l'intention. L'intention suppose une volonté intelligente et libre ; par conséquent lorsque l'auteur d'un acte puni par la loi l'a accompli dans un état d'inconscience ou de contrainte physique, il ne saurait être considéré comme responsable : sa culpabilité n'existe pas ; c'est, par exemple, le cas d'un individu atteint de folie, ou en état d'hypnotisme, c'est aussi le cas d'un individu matériellement forcé d'accomplir un acte illicite. Observons aussi que, s'il s'agit d'un alcoolique caractérisé, atteint de manie, de lypémanie, de

paralysie générale, ou frappé de *delirium tremens*, avec hallucinations, convulsions épileptiformes, la question ne présente pas de difficulté : on se trouve en présence d'un véritable aliéné, c'est-à-dire d'un irresponsable ; l'art. 64 (1) du Code pénal lui est applicable. Nous ne nous occuperons pas de cette situation.

Nous écarterons aussi le cas d'un crime ou délit commis pendant une ivresse involontaire. La volonté, en effet, est le principal élément de la criminalité. Or cette ivresse fortuite peut être le résultat de la faute d'un tiers, provenir d'une erreur sur le breuvage, de la composition plus ou moins salubre de ce breuvage, dépendre enfin de circonstances absolument étrangères à celui qui s'en trouve la première victime, et auquel, conséquemment, on ne saurait l'imputer. Elle n'est ni prévue, ni voulue, elle ne peut être reprochée à l'agent qui ignore l'altération ou la force toxique de la boisson qu'il absorbe. Aucune faute ne lui est imputable. La détermination juridique de la responsabilité se fera donc, dans ce cas, d'après le degré d'intelligence et de volonté de l'agent au moment du crime ou délit : si cette ivresse est complète, elle ne laisse place à aucun genre de responsabilité ; si elle est partielle, elle diminue la culpabilité, mais sans la faire disparaître.

Ce qui est en question, c'est la responsabilité de l'agent pour les actes délictueux commis dans un état d'ivresse dû soit à sa faute, parce qu'il aura bu imprudemment avec excès, soit à sa volonté, parce qu'il

(1) Article 64 : « Il n'y a ni crime ni délit, lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister ».

s'est enivré volontairement même sans intention de commettre, en cet état un crime ou un délit déterminé,

Mais, avant d'entamer cette discussion, examinons, dans le passé, quelles ont été les solutions admises par les différentes législations.

La loi Romaine tenait compte de l'état d'ivresse d'un individu pour apprécier son degré de culpabilité ; l'inconscience entraînait l'absence de responsabilité ; aussi elle modifiait les peines qui auraient dû être encourues normalement : « *Per vinum aut lasciviam lapsis capitalis poena remittenda est* » (*Dig. de re militari fr. 6 § 7*). La législation canonique consacrait le même principe. Un décret de Gratien disait : « *Si quis per vinum deliquerit apud sapientes iudices venia quidem facta donantur, sed levitatis damnantur auctores.* » Comme le fait dépouillé d'intention ne constituait point un délit, la peine était appliquée « *non propter delictum sed propter ebrietatem* ». — Et ceux qui approuvent ces solutions les justifient en raisonnant de la façon suivante : assurément, disent-ils, l'agent est en faute de s'être enivré, mais il n'en est pas moins inconscient du crime qu'il a commis, incapable de discerner la moralité de ses actes, et par conséquent irresponsable.

Toutefois, d'anciens auteurs et d'anciennes législations ont admis des principes opposés. Ainsi Quintilien et Aristote (1) voulaient que l'on punit d'une double peine le délit commis dans l'ivresse, l'une pour le délit, l'autre pour l'ivresse « *propter delictum et propter ebrietatem.* »

(1) QUINTILIEN : *Orat. inst.* 7, c. 1. — ARISTOTE : *Ethic.*, lib. I, c. 34.

En France, une ordonnance de François I^{er} considérait comme aggravante la circonstance que le crime avait été commis pendant l'ivresse, et le punissait plus rigoureusement. « Et s'il advient, disait-elle, que, par ébriété ou chaleur de vin, les ivrognes commettent aucun mauvais cas, ne leur sera, par cette occasion, pardonné, mais seront punis de la peine dudit délit, et davantage pour ladite ébriété, à l'arbitrage du juge. »

Un édit de Charles-Quint de 1531, renouvelé plus tard par Philippe II, consacra la même doctrine. Ces décisions étaient fondées sur ce que l'inconscience de l'homme ivre est absolument volontaire : il y a, disait-on, un mal dans la cause, il y a un mal dans l'effet ; une faute ne saurait excuser un délit, et il ne peut être permis au délinquant d'améliorer sa condition par sa propre faute ; il serait même, pourrait-on ajouter aujourd'hui, contradictoire de considérer le fait de l'ivresse comme délictueux en lui-même, ainsi que l'a fait la loi de 1873, et d'autoriser le délinquant à l'invoquer comme circonstance dirimante de la culpabilité d'un autre délit.

Mais cette argumentation ne nous paraît pas rationnelle. Sans doute l'ivresse volontaire est une faute, et, ainsi que nous le verrons plus tard, quand elle se manifeste dans un lieu public, elle tombe sous le coup de la loi pénale ; mais précisément une simple faute ne doit pas être punie comme un crime. Si, dans un état d'ivresse complète, un homme tue, il commet un homicide involontaire, non un meurtre ; l'intention coupable n'existe pas dans le premier cas, tandis qu'elle existe dans le second.

M. Garofalo a proposé une théorie ingénieuse et originale qui mérite d'être signalée (1). Il n'admet d'autre opposition que celle de l'ivresse et de l'alcoolisme. La première, selon lui, ne fait qu'exagérer le caractère, elle ne le dénature pas ; le coupable doit être considéré comme s'il avait agi dans son état normal, car l'excitation causée par le vin n'est que la cause occasionnelle qui révèle l'instinct criminel : le sujet porte en lui l'instinct du crime ; l'ivresse le fait se manifester par un acte dangereux et répréhensible qu'il faut frapper d'une peine pour procurer la sécurité, et aviser à la défense sociale, la peine étant, en même temps, un instrument de moralisation ; il ne faudra donc tenir aucun compte des bouteilles que l'agent aura vidées, et le condamner comme s'il n'avait pas été ivre.

Cette manière d'envisager l'ivresse est contredite par l'observation de ses phénomènes et de ses effets, et, parmi ses contradicteurs, nous rencontrons le fondateur même de la nouvelle école Italienne, le Dr Lombroso. « On doit remarquer, dit-il, que non seulement les ivrognes et les fils d'ivrognes manquent de caractères dégénératifs, mais qu'ils présentent assez souvent une vie antérieure très honnête.... Leur apathie ordinaire fait place tout à coup à des impulsions contrastant avec leur vie antérieure et qu'ils ne peuvent dominer, alors même qu'ils les savent criminelles... L'ivresse aiguë, isolée, donne lieu, par elle-même, au délit, parce qu'elle arme le bras, enflamme les passions,

(1) GAROFALO. — *Criminologie*, t. II, p. 315 et suiv.

obscurcit l'intelligence et la conscience, désarme la pudeur et fait que les délits se commettent dans une sorte d'état d'automatisme, de somnambulisme, souvent en contraste avec la vie antérieure (1). »

Le Dr Lentz dit à son tour, dans son étude sur l'alcoolisme (2) que « l'homme qui éprouve l'action enivrante de la boisson se convertit en un autre être, son caractère change tout à fait, il n'est plus le même qu'auparavant, il a un autre moi, gai ou triste, heureux et expansif, sombre et mélancolique, audacieux et téméraire, paresseux et pusillanime, son moi moral apparaît, ou bien opposé à ce qu'il était antérieurement ou bien comme une exagération morbide de ce qu'il est d'ordinaire ; de sorte qu'il est impossible que l'homme ivre apprécie encore les objets extérieurs, ses propres actes et leurs conséquences, avec le même esprit et dans les mêmes dispositions qu'il avait coutume de le faire en état sain. Il parle et agit avec une précipitation qui exclut l'attention, la réflexion, et par conséquent, un jugement sain. Son imagination lui représente les choses sous d'autres couleurs, sous une teinte qui ne constitue pas leur normale. Comment un homme agissant dans de pareilles conditions, sous de pareilles influences, pourrait-il jouir du même libre arbitre que celui dont il jouit quand il est dans le calme parfait ? » Le D Vibert écrit (3) « A la mobilité des idées et des sentiments s'ajoute la rapidité de la décision et de l'exécution. Ce trait de caractère, qui constitue comme

(1) LOMBROSO. — *L'uomo delinquente*, II, p 297 et suiv,

(2) Dr LENTZ. — *De l'alcoolisme et de ses diverses manifestations*.

(3) Dr VIBERT. — *Précis de Médecine légale*, p. 708.

une ébauche des véritables impulsions, appartient à beaucoup d'alcooliques. Ils prennent des décisions sans délibération suffisante, sans faire entrer en balance les motifs que le commun des hommes prendrait en considération. Ils passent immédiatement à l'exécution ; mais, s'ils échouent, ils renoncent volontiers à leur projet et souvent l'abandonne définitivement. On voit ainsi des alcooliques qui essaient de se suicider pour les motifs les plus futiles, ou même sans pouvoir donner aucune raison de leur désespoir, et qui ensuite ne renouvellent plus jamais leur tentative. Ces particularités de l'état mental font comprendre certains délits ou certains crimes qui sembleraient difficilement explicables de la part des autres hommes. Elles doivent être recherchées dans chaque cas particulier et signalées quand elles existent, car lorsqu'elles sont très accentuées, elles sont de nature à disposer à une certaine indulgence les magistrats et les jurés. »

Quelle opinion allons-nous admettre, en l'état actuel de la législation française qui ne prévoit pas l'influence de l'ivresse sur la responsabilité ?

Ces opinions divergentes, peuvent, à notre avis se concilier en tenant compte des différents degrés de l'ivresse.

Sans nous arrêter à celle du célèbre Jésuite westphalien Hermann Bussembaum, qui prétendait « qu'on n'est pas ivre tant qu'on peut distinguer un homme d'une charrette de foin », mentionnons que les anciens criminalistes distinguaient déjà l'ivresse complète de l'ivresse légère. La première seule était une cause de justification ; la deuxième ne pouvait, sui-

vant son intensité, que motiver une atténuation de peine. C'est déjà là un acheminement vers la vraie théorie.

Au début de l'ivresse, dans son degré initial le plus faible, dans la période de légère excitation, la conscience des actes persiste, le caractère ordinaire de l'individu n'est pas transformé, il peut se manifester avec quelque exagération, mais il n'est pas contraire à la manière d'être habituelle et l'excitation alcoolique peut même en révéler certaines particularités généralement inconnues, *in vino veritas*. Le sentiment de la moralité et de la réalité n'est pas encore effacé. Seuls le sang-froid et la force de résistance de la volonté et de la raison aux impulsions violentes ou passionnelles, sans être entièrement disparus, sont assez sensiblement affaiblis. L'ivresse, à ce degré, n'ôtant point la raison, et laissant conséquemment subsister la responsabilité, ne saurait faire disparaître le caractère criminel des faits punis et prévus par la loi pénale, et dont elle ne peut être considérée que comme circonstance atténuante. Ainsi donc, accidentelle et légère, l'ivresse ne peut avoir qu'un effet atténuant ; actes de violence, de rebellion, d'outrages ou d'injures n'ont plus la même importance et la même portée morale qu'à l'état normal. Si elle est le résultat d'une habitude vicieuse, son effet est double, et, en quelque sorte contradictoire ; en elle-même, elle constitue une circonstance aggravante puisqu'elle est le résultat d'une faute persistante, répétée ; mais, par l'affaiblissement de la volonté et de la force de résistance dont elle est la cause, il semble qu'elle intervienne, comme dans le cas précédent, à titre d'élément d'atténuation de la

responsabilité; les forces mentales accompagnent, en effet le dépérissement du corps; l'ivrogne n'est plus capable d'attention, il perd la mémoire et le jugement. Les magistrats tiendront compte, dans l'application de la peine, de ces points de vue opposés; le mécanisme des circonstances atténuantes, ainsi que l'établissement d'un maximum et d'un minimum le leur permettront presque toujours.

Mais, lorsque l'ivresse est complète, consommée: l'homme qui s'y est livré se réduit à l'état de la brute, il en a les instincts mauvais et cruels, il en a les fureurs, il en a l'inconscience absolue. Dans cette période, qu'on a appelée la période du crime, un délire particulier s'empare de l'ivrogne; ce sont des impulsions, des hallucinations, un délire auquel sa volonté engourdie ne saurait résister et qui le poussent souvent aux actes les plus graves. Nous ne trouvons plus, relativement au crime ou au délit commis en cet état, les éléments essentiels de la responsabilité; il ne saurait en effet être question d'intention dolosive; l'ivrogne descendu à ce degré ne se rend aucun compte de ce qu'il fait, il ne peut donc appliquer sa volonté à un résultat, à un dommage, à une violation de la loi. — Dès lors, il faut, au point de vue des actes délictueux commis en état d'ivresse complète, distinguer ceux qui sont imputables à faute, et ceux pour lesquels on ne punit que l'intention coupable. Pour les premiers, tels que l'homicide, les coups et blessures, l'incendie, ils seront considérés non comme des actes dolosifs et intentionnels, mais comme des actes attribuables à la négligence, à l'imprévoyance; et ils devront être punis comme tels, homicide par imprudence, coups et bles-

sures involontaires. — Pour les seconds, tels que les faux, les menaces, les injures, les outrages, etc... il ne reste que la responsabilité de l'ivresse, c'est-à-dire la *faute* commise en se mettant dans cet état imprudemment ou volontairement ; mais pour les délits commis dans cet état, aucune répression directe ne nous semble possible ; l'agent peut être coupable d'une grande imprudence, mais il est impossible de lui dire avec justice : « ce fait spécial, ce délit, ce crime, tu l'as compris au moment de le commettre » ; sa raison n'a point participé aux actes matériels auxquels il s'est livré ; l'élément essentiel de la culpabilité pénale manque, puisque l'ivrogne n'a pu agir avec l'*intention* exigée pour l'incrimination légale.

Cette théorie nous paraît la seule admissible, en présence de notre législation qui ne prévoit pas l'influence de l'ivresse sur la responsabilité. Mais si la loi était à refaire, il conviendrait, en cas d'ivresse fautive ou volontaire, d'adopter la théorie suivante, qui paraît se recommander de la logique et de l'équité, et qui d'ailleurs est appliquée en Autriche : établir pour l'ivresse suivie de crimes ou délits, une pénalité sévère, mais sans aucune analogie avec celle du crime ou du délit lui-même, en tenant compte de la distance qui sépare la peine du dol de la peine de la faute ; cette peine serait elle-même aggravée, comme dans le système autrichien, si le buveur sait par expérience que l'ivresse l'expose à de violentes excitations des facultés psychiques ; la faute, dans ces conditions, devient plus lourde et se rapproche du dol. En tout cas, il faudrait, à la différence de l'ivresse simple non suivie de délit et envisagée par la loi du 23 janvier 1873, que nous

étudierons plus loin, que la répression soit ici rigoureuse. Il importerait, en effet, de déjouer les calculs des délinquants qui n'hésiteraient pas à boire dans le but de gagner les circonstances atténuantes ou d'obtenir l'impunité.

On soutiendrait à tort, pour écarter la solution que nous avons indiquée comme la seule admissible en l'état de notre Droit, que l'art. 64 du Code pénal, en parlant de la démence et en gardant le silence le plus absolu sur l'ivresse, a voulu, par cela seul, l'exclure comme cause d'irresponsabilité. Il n'y a pas de démence, il est vrai, dans le sens technique du mot, mais il n'y a pas conscience de l'acte, il n'y a pas culpabilité.

C'est en vain également, qu'on opposerait à cette solution l'art. 65, qui défend d'appliquer une excuse quand elle n'est pas formellement prévue par la loi (1). Nous ne prétendons pas, en effet, que l'ivresse soit une *excuse légale* ; lorsqu'elle est alléguée par la défense, elle ne peut faire l'objet, comme les excuses, d'une question à poser au jury ; mais, s'il apparaît, *en fait*, que l'ivresse a anéanti complètement la raison de l'accusé, le jury devra répondre par un verdict négatif à la question de culpabilité, et le tribunal devra, en constatant l'état et la cause d'inconscience de l'agent, le renvoyer de la poursuite. Le pouvoir du juge à cet égard, rentre dans l'examen de la question de culpabilité qui lui est soumise.

L'interprétation erronée qu'une faute ne saurait

(1) Article 65 : « Nul crime ou délit ne peut être excusé, ni la peine mitigée, que dans les cas et dans les circonstances où la loi déclare le fait excusable, ou permet de lui appliquer une peine moins rigoureuse ».

excuser un délit, a été une des principales raisons qu'on a invoqué est contre cette opinion. Nous en trouvons la preuve jusque dans l'un des plus anciens arrêts de la cour de Cassation (1), qui a jugé que l'ivresse étant une immoralité, ne peut être présentée comme excuse. Or nous croyons que l'on confond ici l'effet avec la cause, l'état d'irresponsabilité produit avec la cause qui l'a produit, et qui, elle, constitue seule la faute. Or ce n'est pas cette faute elle-même, il ne faut pas l'oublier, qui peut être et qui est invoquée comme excuse, cas auquel ceux qui s'appuient sur la maxime auraient raison ; c'est l'inconscience qu'elle a créée. Il y a là, nous semble-t-il, une distinction essentielle à faire.

Il serait même à souhaiter que disparaisse de nos lois cette fiction qui ne permet point de considérer comme une excuse l'ivresse la plus complète et la mieux prouvée. Ce n'est, en effet, qu'une fiction, qu'un mensonge légal. Quel juge, en effet, quel juré, osera jamais condamner, en se conformant à cette fiction, comme ayant toute la responsabilité de son action criminelle, l'accusé qui lui sera démontré avoir agi inconsciemment, sans aucun discernement ? La cour suprême, la cour régulatrice, décidera toujours certainement en droit, dans l'état de notre législation, que l'ivresse n'est point une excuse, mais en fait, le jury, les tribunaux eux-mêmes, jugeront le contraire, ne pouvant évidemment se décider à n'y voir qu'une circonstance atténuante. Quand il sera bien établi que

(1) Cassation, 7 prairial an IX.

l'ivresse a absolument enlevé l'intelligence et la volonté de l'agent.

Cette théorie de la Cour de Cassation est inattaquable ; s'appuyant sur l'art. 65 du Code pénal, elle décide qu'aucune loi n'autorise cette excuse ; elle a même été jusqu'à proclamer, comme nous l'avons déjà mentionné, qu'il peut être interdit par la Cour d'assises au défenseur, de présenter au jury l'état d'ivresse comme une excuse du fait incriminé. Il est certain également, que l'art. 64, aux termes duquel il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister, est inapplicable à l'ivresse, la démence momentanée qu'elle produit ne pouvant, à raison de sa source, être assimilé à celle qu'a prévue le législateur. Mais, faisant état de l'assertion des hommes de science les plus compétents, et de l'autorité des plus éminents jurisconsultes, pour lesquels l'ivresse à un certain degré peut causer, momentanément, en fait, les mêmes effets, que la démence, et, conséquemment, en droit, porter la même atteinte à la responsabilité de l'agent, n'y aurait-il pas lieu de faire admettre que toutes les fois qu'elle sera invoquée par l'inculpé, la question de discernement fût posée ? L'homme ivre, en effet, ainsi que le dit Platon, « comme le vieillard, retombe dans l'enfance » ; mais il y retombe avec la force physique de la maturité, avec une dépravation d'autant plus dangereuse, que l'expérience n'a pu l'empêcher de grandir et que l'éducation ne la peut plus modérer. Comment dès lors, ne pas l'assimiler à l'enfant qui est présumé ignorer la loi, agir sans discernement, que le législa-

teur doit en conséquence défendre contre lui-même ?

Au cas où la question de discernement serait résolue négativement par le jury, c'est que l'ivresse serait avérée, et la cour devrait alors appliquer à l'accusé la peine de l'ivresse, ou mieux, une peine spéciale, rigoureuse, mais différente de celle du crime, comme l'établit le code autrichien, ainsi que nous l'indiquions précédemment. Si au contraire, elle était résolue affirmativement, c'est que l'ivresse n'était que légère, a laissé l'agent responsable, et conséquemment punissable, non plus comme ivrogne, mais comme coupable du crime ayant donné lieu à la poursuite. Cette réforme permettrait de se mettre aisément d'accord avec la vérité, et la culpabilité se trouverait là où véritablement elle aurait existé.

Ivresse préméditée.

Si l'ivresse était non seulement volontaire, mais préméditée dans le but de s'encourager à commettre un crime ou un délit, il semble qu'on devrait en tenir compte comme d'une circonstance aggravant la culpabilité du délit ou du crime qui l'auraient suivie, ainsi que le proclamaient les anciens criminalistes qui flétrissaient particulièrement *ebrietatem procuratam ac affectam ut ebrius delinqueret et delinquendo secum eà excusaret*. Il devrait encore en être de même, si, revenu à la raison, le délinquant ratifiait, pour ainsi dire, son délit, en se vantant ou se glorifiant de l'avoir commis, ce qui impliquerait intention.

Remarquons en passant, que toutes ces circonstances serviraient précisément à résoudre la question de discernement dont nous parlions tout à l'heure, et que

nous voudrions voir autorisée à l'avenir, aux termes d'une décision législative, laquelle est nécessaire, pour qu'il soit permis à la défense de la poser. Mais, en l'état actuel de notre législation, va-t-on décider que l'ivresse employée à dessein pour se donner le courage nécessaire à la perpétration de son crime, qu'on appelle l'ivresse procurée, pourra devenir une preuve de préméditation?

Pour certains criminalistes, la responsabilité, dans ce cas, reste entière, et même aggravée quoique le délit soit commis en état d'ivresse, fût-elle complète : en effet, disent-ils, le délit a été *voulu* par l'agent lorsqu'il était de sang froid, et son *exécution*, est le résultat d'une volonté libre et réfléchie. On retrouve donc ici le double élément matériel et intentionnel, nécessaire à l'existence de la culpabilité, et il importe peu que l'intention ait précédé l'exécution, puisque l'exécution est la conséquence de l'intention.

Mais, d'autres criminalistes distinguent, même dans ce cas, entre l'ivresse et le *délit accompli en état d'ivresse*. Puisque, dans notre hypothèse, l'ivresse a été complète, il s'ensuit qu'*au moment où l'acte a été commis*, l'agent était privé de sa raison ; dès lors il ne peut être intentionnel : c'est vainement qu'on cherchera l'intention délictueuse, on n'y trouvera même pas la volonté. La préoccupation du fait commis, aurait-elle existé précédemment chez celui qui s'est enivré volontairement, que ce ne serait pas une raison pour qu'on pût le regarder comme coupable de ce fait même. En effet, ce n'est pas la volonté antérieure au fait, qui constitue le crime, c'est la volonté produisant ce fait, par conséquent la volonté au moment où le fait est commis.

Qu'on ne dise pas que la volonté conçue par avance

de commettre le crime, rend l'auteur du fait véritablement coupable, parce que le crime commis en état d'ivresse est bien certainement et ne peut être que le résultat de la volonté préexistante de le commettre. Nous répondrons que des vraisemblances et des probabilités ne suffisent pas pour établir la criminalité et pour punir. Il faut des preuves : or, qui prouve que la préoccupation du crime, la volonté même du crime avant l'ivresse ait été la *cause* du fait commis ? Cette volonté en a été l'occasion, cela est à peu près certain ; mais rien ne prouve qu'elle en ait été la véritable cause.

La présomption, ici, doit d'autant moins être regardée comme décisive, que, sans l'ivresse survenue, il serait très possible, (et, rien ne prouvant le contraire, on doit supposer qu'il en eût été ainsi), il serait très possible, disons-nous, que l'auteur du fait ait changé de volonté et eût fini par repousser la pensée du crime, après l'avoir quelque temps adoptée.

On ne peut combattre cette supposition faite dans l'intérêt de l'auteur de l'acte, en disant que rien ne sera plus facile à un scélérat, pour excuser son crime, de recourir à l'état d'ivresse, résolu qu'il sera par avance à commettre le forfait. Cela n'est point admissible. L'homme fortement décidé à commettre un crime, ne prend pas des moyens aussi détournés et aussi incertains pour y arriver. Il sait quelles sont les indiscretions de l'ivresse. Qui l'assure qu'une fois ivre, il gardera le secret de son projet criminel, et ne donnera pas à celui qu'il veut immoler le temps de se précautionner contre ses fureurs ? De plus, l'ivresse ôte souvent à l'homme qui en est atteint, l'usage de ses facultés morales et physiques ; or, comment supposer qu'un

scélérat déterminé à commettre le crime, aille, dans cette vue, se placer volontairement dans un état qui lui enlèverait peut-être la possibilité de l'accomplir ?

Mais, d'ailleurs, nous n'examinons et ne discutons la question que pour l'honneur des principes : car le cas que nous supposons est entièrement hypothétique. L'individu qui exécute, en état d'ivresse, le projet en vue duquel il s'est enivré, montre, par cela même, qu'il lui reste une certaine conscience de ses actes. S'il est inculpé de crime, il serait mal venu à soutenir, dans sa tentative de défense, qu'il avait perdu en état d'ivresse, tout discernement et toute volonté. On n'a pu relever aucun cas authentique dans lequel un criminel, ayant bu pour se donner du cœur, se serait enivré au point de perdre *complètement* la raison. Il ne faut donc pas s'étonner que tous les législateurs qui ont réglé les conséquences pénales de l'ivresse, aient refusé la moindre atténuation à l'auteur du crime commis pendant l'ivresse préméditée. Quelques-uns même font de cette circonstance un élément aggravant de la culpabilité.

Tels sont, en l'état de notre droit, les principes d'après lesquels, selon nous, on doit apprécier la responsabilité des ivrognes délinquants, et qui doivent présider à l'application des peines. Mais nous pensons que les pénalités, dans ces cas, sont insuffisantes à assurer la répression, et à contribuer à la diminution des crimes et délits. Il importe de prendre à l'égard des délinquants dont nous nous occupons, une mesure de protection sociale, analogue à celle que l'on emploie pour les aliénés dangereux et criminels et dont nous

étudierons le fonctionnement dans le chapitre suivant : l'internement dans un asile spécial, après l'expiration de la peine, ordonné par la décision même qui prononcera cette peine. Les asiles pour la guérison des buveurs des Etats-Unis, d'Angleterre, de Suisse, d'Allemagne, démontrent d'une façon péremptoire l'efficacité de cette mesure. Il est à souhaiter que l'exemple soit imité en France.

CHAPITRE III

Le délit d'ivresse publique et manifeste.

SECTION I

Justification de la répression.

Toutes les législations pénales modernes ont érigé l'ivresse en contravention ou en délit et la punissent tantôt d'une amende, tantôt de la prison. Les raisons ne manquent pas pour justifier ces dispositions.

L'ivresse, en effet, est un mal moral, un abus de liberté. La conservation de la personne est, pour chacun, un devoir social, et celui qui boit jusqu'à troubler sa raison manque à ce devoir.

Nous avons déjà indiqué quelques-unes des conséquences fatales qu'elle entraîne. Il serait long de les indiquer toutes. « L'ivresse, disait Plutarque, loge avec elle la folie et la fureur. » En faut-il plus pour se représenter les maux effroyables qu'elle peut entraîner soit physiques, soit moraux ? Les premiers appartiennent aux physiologistes, et nous n'avons ni la prétention, ni la volonté d'essayer de les peindre. Quand aux effets moraux de l'ivresse, ils sont à eux seuls plus que suffisants pour avoir fait un devoir au législateur d'y fixer son attention. Qu'on ne dise pas : « l'ivrognerie n'est pas un délit en soi, elle n'est qu'un

état inconvenant, fâcheux, où l'homme se rapproche de la brute ; ce n'est qu'un mauvais usage qu'il fait de la liberté, comme on en voit bien d'autres, et ce mauvais usage n'est pas dans les choses qu'on peut régler. » Il n'en reste pas moins vrai que le législateur a le droit de protéger l'homme, le citoyen, même contre les dangers physiques auxquels il s'expose personnellement. Est-il nécessaire de répéter avec une des pétitions dont a été saisi le Sénat (13 mars 1861) que « quand un homme a contracté un lien sacré, et qu'il a une famille sur laquelle la loi lui donne autorité, la loi ne doit pas lui laisser la liberté de compromettre cette autorité par le spectacle hideux de l'ivresse, avec ses désordres et ses violences, et de dissiper la subsistance de la famille dans les dépenses du cabaret ».

Cette répression ne saurait donc qu'être approuvée : « Il ne s'agit pas, en effet, ici, d'une cause pathologique organique, ou d'une habitude invétérée, il ne s'agit pas d'un vice congénital ou permanent, comme l'a très bien dit M. Garofalo (1), mais d'un état purement transitoire dans lequel l'homme ne tombe que par une faiblesse contre laquelle sa volonté peut parfaitement réagir. Il faut donc donner à cette volonté un motif pour la déterminer à laisser le verre et la boisson. Ce motif ne peut être qu'une peine. » La peine constitue l'expression du blâme social à l'égard d'un acte qui dégrade l'homme, l'avertissement des dangers de cet acte et de sa répétition, un moyen préventif contre l'ivrognerie habituelle et l'alcoolisme.

La loi du 23 janvier 1873, qui réprime en France

(1) GAROFALO. — *D'un criterio positivo della penalita*, p. 59.

l'ivresse publique et manifeste, fut ardemment discutée et combattue. Des hommes éminents ne voulaient admettre aucune mesure législative, et prétendaient, tout en reconnaissant la gravité du mal, qu'il était suffisant de lui opposer de simples mesures de police !

Le grand, le seul argument sérieux, et soutenu par ceux qui n'admettaient pas la légitimité d'une répression de l'ivresse, était puisé dans cette idée que, si elle constitue un échec à la morale, un abus de la liberté, elle doit rester classée au nombre des faits que la loi ne doit ni réglementer ni punir, quelque répréhensibles qu'ils soient, ces faits ne dépendant absolument que du tribunal de la conscience ; vouloir la soumettre à une sanction pénale, c'était, pour eux, attenter à la liberté ; c'était empiéter sur la juridiction du for intérieur que de s'attaquer à ce qu'ils consentaient bien à appeler une faute, un vice même, mais à ce qu'ils ne savaient reconnaître comme un délit. Ainsi, ils se trouvaient dans leur trop généreux libéralisme, par un hasard singulier, d'accord avec le célèbre et du reste accomodant Escobar, dont le jugement, sur la gourmandise, comme toujours à double face, à double tranchant, était celui-ci : « Elle est un péché grave et n'est pas un péché grave, mais en résumé elle est de sa nature un péché véniel, encore que, sans nécessité, on se remplisse de manger et de boire jusqu'à vomir, à moins que la santé n'en souffre considérablement. Et quand même, on se porterait à des excès, de dessein prémédité, en sachant qu'on vomira, il n'y a pas de péché mortel. » Avec de pareilles théories, on est bien à l'aise.

Sans doute, disaient-ils, l'ivrognerie est un vice déplo-

nable du plus fâcheux exemple. Mais combien n'en existe-t-il pas d'autres qui, ne touchant directement ni au salut public, ni à la sécurité des citoyens, échappent au Code pénal, et, si on voulait tous les frapper dans le vif, qui, dans ce monde, serait épargné, qui pourrait se maintenir à l'abri de la loi ? Il est vrai, ajoutaient-ils, que l'ivrognerie peut, indirectement menacer ce salut public et cette sécurité des citoyens, mais n'en est-il pas de même des autres excès que le législateur ne punit pas, bien que la moralité les condamne ? La débauche de l'esprit et du cœur, l'immoralité proprement dite, ne mène-t-elle pas également à l'adultère, à l'inceste, à la jalousie, et par suite à la violence ? Toutes les passions, tous les vices, l'oisiveté, l'ingratitude, l'avarice, ne produisent-ils pas les mêmes résultats ? Pourquoi donc établir une distinction entre des causes également coupables au regard de la conscience, ayant, de plus, les mêmes effets ? *Non omne quod licet honestum est* ; il faut juger et régler humainement les choses humaines, et ne pas confondre avec les actes délictueux ce qui, en réalité, ne constitue que des faiblesses inhérentes à notre nature, et dont l'homme ne doit compte qu'à lui-même. En résumé, la peine sociale de ces faiblesses se trouvait, selon eux, dans le mépris public ; quant à leur caractère répréhensible, à quoi bon l'inscrire dans le Code, ne suffirait-il pas qu'il le soit dans la conscience de tout honnête homme ?

Un pareil raisonnement n'est que de la confusion. Il n'est pas douteux que la loi pénale et la morale sont et doivent rester deux choses distinctes ; mais, de ce qu'elles sont deux choses distinctes, il ne s'ensuit pas qu'elles doivent vivre séparées. Avec une semblable

doctrine, où serait la place de la législation pénale ? Est-il un fait criminel, correctionnel que la morale ne réprouve pas ? La vérité est, que tant qu'un acte n'est que mauvais en soi, il n'appartient qu'à la morale, mais, dès qu'il menace l'intérêt social, il rentre dans le domaine de la loi pénale. C'est ce dernier élément qui détermine les limites de la juridiction de la conscience ; et, il est si puissant dans ses conséquences, qu'à lui seul, il entraîne quelquefois, comme en matière de contravention, où l'intention criminelle n'est pas nécessaire pour rendre le fait punissable, l'établissement de pénalités que ne nécessite nullement la morale. En dehors de l'atteinte qu'elle porte à la morale, l'ivrognerie lèse en même temps l'intérêt social assez gravement pour nécessiter qu'on prenne contre elle des mesures répressives. « Je ne retracerai pas devant nous, disait au Sénat, dans la séance du 13 mars 1861, M. de Ladoucette, les vices et les désordres qui sont la suite de l'ivrognerie. Si l'ivrogne seul en était victime, je le plaindrais, mais j'en prendrais mon parti. Malheureusement ce n'est pas lui seul qui en souffre, mais c'est la société, ce sont tous les témoins du scandale qui en résulte, et c'est surtout la famille, la femme, les enfants qui meurent peut-être de faim sur un grabat, pendant que l'ouvrier va dépenser en un jour tout le gain de la semaine.

« Cet intérêt doit nous préoccuper ; c'est sur cet intérêt que la société et le gouvernement doivent veiller. Ce n'est pas la première fois que la Société intervient dans des questions de ce genre, dans des questions d'intérieur, en quelque sorte de famille. Je puis en citer plusieurs exemples. Ainsi lorsque des

sérvices graves sont exercés par des parents sur leurs enfants, l'autorité judiciaire intervient, et le tribunal condamne s'il y a lieu. De même encore, il y a une loi sur le travail des enfants dans les manufactures, qui a pour but d'empêcher que les parents n'abusent, avant l'âge, des forces de leurs enfants. Et encore, ici, remarquez-le, les parents pourraient invoquer, pour s'excuser, des raisons plausibles, ils pourraient dire que, s'ils font travailler leurs enfants trop tôt, c'est qu'ils ont besoin de nourrir leur famille, et qu'il est juste que les enfants ajoutent leur petite part au gain commun. Mais, qui est-ce qui profite de la dépense faite au cabaret ? Personne, si ce n'est le cabaretier, et, cet intérêt, pour ma part, je m'en préoccupe très peu. Mais la famille, mais la société, tout le monde y perd, celui même qui se livre à la boisson. »

D'ailleurs, nous ne saurions mieux faire ressortir la légitimité d'une loi pénale frappant l'ivresse, qu'en rappelant les raisons que le rapporteur de la loi du 23 janvier 1873 opposait aux personnes qui pensaient que, si tout le monde est d'accord pour blâmer l'ivrognerie, le législateur n'a cependant pas le droit de l'atteindre. « S'il est des actes contraires à la morale qui échappent aux lois, dit M. Desjardins, c'est parce qu'ils ne portent pas une atteinte assez sensible, assez directe, aux conditions essentielles de l'existence sociale, c'est qu'on trouve pour celle-ci plus d'inconvénients à les poursuivre que d'avantages à les atteindre. Mais l'individu n'est pas si complètement maître de sa personne, qu'il n'ait pas à rendre compte de ses fautes à la société par cela seul qu'il en est la principale victime. La société n'est pas tenue de le protéger contre

lui-même, mais il faut qu'elle se défende quand elle se sent menacée. L'ivresse n'est pas punie par la législation française ; soit que nous ayons à réparer une erreur de ceux qui nous ont précédés, soit que nous ayons à constater un changement dans les faits, nous avons le droit de la punir, au nom de l'intérêt social. » Et plus loin, le rapporteur ajoute : « La répression n'est pas moins nécessaire que légitime ; l'ivrognerie est devenue un fléau social, la honte du présent, et l'un des plus grands dangers de l'avenir » (1).

La législation antérieure était insuffisante pour combattre et réprimer l'ivresse. On avait bien songé, d'une part, à faire application des articles 471 (4^o et 11^o), 475 (3^o et 4^o) et 479 (8^o) du Code pénal qui créent des contraventions de simple police, et frappent tous les faits par lesquels l'ivresse se manifeste de façon à porter atteinte au bon ordre. Mais aucune de ces dispositions n'atteignait sérieusement l'ivresse. Il fallait une répression plus énergique, et mieux appropriée au fait punissable. D'autre part, nombre de maires et de préfets, pour atteindre l'ivresse, avaient pris des arrêtés et règlements dont la violation constituait l'infraction prévue et punie par l'art. 471, 15^o du Code pénal. (2) Mais les arrêtés ne constituaient pas la législation une qui devait s'imposer au pays entier, et qui était nécessaire contre un mal répandu partout. Le fait d'ivresse d'ailleurs n'était pas directement atteint

(1) V. Rapp., *Journal off.*, 7-8 fév. 1873, p. 898, 923.

(2) Article 471 : « Seront punis d'amende depuis 1 franc jusqu'à 5 francs inclusivement ; ... 15^o ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative, et ceux qui ne se seront pas conformés aux règlements ou arrêtés publiés par l'autorité municipale, en vertu des articles... »

parce que les autorités administratives ou municipales ne pouvaient, en réalité, créer une nouvelle contravention : elles étaient donc forcées de se restreindre à ce qui le prépare ou à ce qui le suit, pour ne pas excéder les bornes de leur compétence. Enfin, ces autorités, sagement renfermées dans les limites de l'art. 471, ne disposaient que d'une pénalité insuffisante.

La nécessité d'une loi spéciale s'imposait donc. Depuis quelques années les habitudes d'ivrognerie et les désordres qu'elles causaient dans certaines parties de la France, en Bretagne, en Normandie, et dans le Nord notamment, avaient attiré l'attention des moralistes et des criminalistes, de M. du Châtelier, entre autres, dans un travail intéressant sur l'agriculture et les classes agricoles en Bretagne (1). M. Louis Raybaud signalait la même passion chez les habitants du Nord. Un semblable état de choses ne pouvait durer ; un vice aussi dangereux pour l'individu et la société que l'ivrognerie devait avoir une autre sanction que la sanction morale du mépris, de la honte et du remords. En punissant l'ivresse, la loi du 23 janvier 1873 a justement comblé cette lacune qu'avait créée dans notre système pénal l'abrogation pure et simple de l'ordonnance d'août 1536.

(1) *Compte rendu des séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, par M. Ch. VERGÉ, 1863, t. LXIII, p. 173.

SECTION II

Historique des Législations.

L'ivresse avait déjà été punie par certains législateurs. En Grèce, Minos édicta une loi contre elle ; Pittacus de Mithylène frappa d'une peine double les fautes commises sous son influence. Lycurgue, à ce qu'en rapporte Plutarque, interdit les excès de table comme de dangereux aiguillons pour les passions, principalement à raison des abus du vin : il fit même arracher la vigne. Une loi de Solon prononçait la peine capitale contre le magistrat qui se montrait ivre en public. Socrate, pour qui l'oisiveté était un délit, devait se montrer et se montra d'autant plus sévère pour l'ivresse, que, de son temps, ce vice était assez commun à Athènes pour qu'une loi y défendit aux femmes de se faire suivre dans les rues par plus d'un domestique « à moins qu'elles ne fussent ivres ». On sait que les philosophes aidaient de leur concours les législateurs, et que Pythagore, voulant, à Crotone, relever le courage du peuple, lui montra que tous les désordres provenaient de l'intempérance.

A Rome, Caton et Varron furent de zélés propagateurs de la vigne, et l'exemple de leurs faiblesse trouva bien vite des imitateurs. Le vin, fort rare, longtemps encore après la fondation de Rome, se répandit tellement, qu'on fut obligé de légiférer contre l'ivrognerie, comme en Grèce. On punit sévèrement les délits commis en état d'ivresse ; on éloigna du Sénat ceux

qui s'y livraient ; on défendit aux hommes de boire du vin avant l'âge de 35 ans, et la prohibition entière fût, dès les premiers âges, si rigoureuse vis à vis des femmes, que le fait fut considéré comme aussi grave que l'adultère « auquel il semble conduire ». Romulus lui-même, avait déjà permis aux maris de répudier, même de tuer leurs épouses surprises buvant du vin, et au dire de Valère Maxime, absout Egnatius Métellus qui avait usé de cette permission. Et ce fut, dit-on, afin de juger par leur haleine si elles n'étaient pas en faute, que s'établit, d'après les conseils de Caton, l'usage pour les parents et les alliés, d'embrasser les femmes lorsqu'elles entraient dans une maison.

Rome n'en fournit pas moins bien des ivrognes, même parmi ses plus cruels tyrans, comme Néron et Tibère, appelé pour cela « Biberius ».

En Perse, l'ivresse était, encore au siècle dernier, regardée comme une chose si immonde, que l'ivrogne était placé à rebours sur un âne, et promené ainsi par toute la ville, au son du petit tambour (1). Soliman I^{er} faisait couler du plomb fondu dans la bouche des ivrognes.

En France aussi, l'ivresse a été autrefois l'objet des préoccupations du législateur. Un capitulaire de Charlemagne condamnait les ivrognes à ne boire que

(1) Cette pénalité grotesque rappelle celle qui était infligée à la femme qui avait battu son mari, et qui était en vigueur notamment dans la Hesse supérieure : la femme et le mari battu étaient soumis à la même épreuve : promenade à rebours sur un âne par toute la ville, au son du petit tambour, et de plus c'était le mari qui était chargé de conduire par la bride l'âne de sa femme, que cette dernière devait tenir par la queue (MICHELET, *Orig. du Dr français*, page 383).

de l'eau, et prononçait contre eux la peine de l'excommunication jusqu'à leur amendement. Devant l'inefficacité de cette mesure, un autre capitulaire y ajouta même des châtimens corporels. Des dispositions de même nature furent également prises par Saint Louis et Philippe-le-Bel.

Ces pénalités étant tombées en désuétude, aucune peine n'atteignit plus les ivrognes jusqu'à l'ordonnance de François I^{er}, du 30 août 1536, qui prononçait contre les personnes ivres des peines assez sévères : « Pour obvier, disait-elle, aux oisivetés, blasphèmes, homicides et autres inconvénients et dommages qui arrivent d'ébriété, est ordonné que quiconque sera trouvé ivre, soit incontinent constitué et retenu prisonnier au pain et à l'eau, pour la première fois ; et si secondement il est repris, sera outre ce que devant, battu de verges et fouets dans la prison ; et la troisième fois fustigé publiquement. Et s'il est incorrigible, sera puni d'amputation d'oreille, et d'infamie et bannissement de sa personne. »

Henri III, par un édit de novembre 1577, Louis XIII et Louis XIV, par plusieurs ordonnances, réglèrent la police des cabarets dans le but de combattre l'ivrognerie, et l'on ne rencontre plus dans la législation de mesures ayant pour but de supprimer l'ivresse, à moins que l'on ne considère comme telle, la pénalité bizarre prononcée par les lois militaires contre les soldats ivres et que l'Assemblée Nationale supprima en 1792 : elle consistait dans « l'obligation, pour les ivrognes, de boire jusqu'à la concurrence d'une chopine d'eau pendant trois jours de la semaine, à l'heure de la garde montante, qu'ils fussent détenus ou non pour

plus longtemps dans la prison, cachot, ou chambre de police.

La justice se trouvait désarmée devant l'ivrognerie. Aussi essaya-t-on de combler cette lacune dans nos lois par des mesures administratives. Des maires et des préfets prirent des arrêtés (1) aux termes desquels tout individu trouvé dans un lieu public en état d'ivresse scandaleuse devait être arrêté immédiatement et conduit au poste de police où il était gardé jusqu'à ce qu'il eut recouvré la raison, sans préjudice des poursuites devant les tribunaux s'il y avait lieu.

La Cour de Cassation, appelée à se prononcer sur la légalité de ces arrêtés, décida qu'ils n'avaient pas pu créer une contravention nouvelle, et qu'on ne pouvait déférer aux tribunaux les individus trouvés en état d'ivresse que s'il y avait les éléments constitutifs d'une autre contravention (2).

Pour toutes les raisons que nous avons indiquées, on s'accordait donc à désirer une loi. Aussi deux propositions de loi déposées, l'une par MM. Albert Desjardins et Vilfeu, l'autre par M. Théophile Roussel furent prises en considération par l'Assemblée Nationale, et devinrent la loi du 23 janvier 1873, déclarée applicable à l'Algérie et aux Colonies, par deux décrets du 14 février et du 31 mars 1873.

Cette loi punit l'ivresse ; mais en réalité son but est d'atteindre l'ivrognerie. L'ivresse, avons-nous dit, est

(1) Arrêtés du Maire de Brest, 1859 ; du Maire de Versailles, juin 1861 ; — de Creil, etc.

(2) Cassation, 18 novembre 1865, S 66, 1, 177. — Cassation, 2 janvier 1869, D., 69, 5, 253.

l'état passager, l'ivrognerie est l'habitude, le vice : « On fait, dit Durand de Maillane, une différence entre l'homme ivre et l'ivrogne ; le premier est tel *actu*, et l'autre *habitu*. » Or, si la loi ne nomme que l'ivresse, elle frappe l'ivrognerie d'une façon indirecte, par un système de récidives lorsqu'elles se produisent dans un certain délai. Le législateur ne pouvait d'ailleurs pas s'attaquer à l'ivrognerie qui est une disposition mauvaise, un état vicieux, qui échappent à la répression. Il ne peut saisir que les actes extérieurs par lesquels se manifeste le vice : or les actes extérieurs ce sont les faits d'ivresse.

SECTION III

Etude de la loi du 23 Janvier 1873.

Nous avons établi la raison d'être et la justification de la loi de 1873. Nous avons retracé l'historique de la législation en cette matière ; voici maintenant le texte de la loi :

Loi du 23 janvier 1873, tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme :

ARTICLE PREMIER. — Seront punis d'une amende de 1 à 5 francs inclusivement, ceux qui seront trouvés en état d'ivresse manifeste dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets, ou autres lieux publics.

Les art. 474 et 483 (1) du code pénal seront applicables à la contravention indiquée au paragraphe précédent.

ART. 2. — En cas de nouvelle récidive, conformément à l'art. 483, dans les douze mois qui auront suivi la deuxième condamnation, l'inculpé sera traduit devant le tribunal de police correctionnelle, et puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 300 francs.

Quiconque ayant été condamné en police correctionnelle, pour ivresse, depuis moins d'un an, se sera de nouveau rendu coupable du même délit, sera condamné au maximum des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être portées jusqu'au double.

ART. 3. — Toute personne qui aura été condamnée deux fois en police correctionnelle pour délit d'ivresse manifeste, conformément à l'article précédent, sera, par le second jugement, déclaré incapable d'exercer les droits suivants : 1^o de vote et d'élection ; 2^o d'éligibilité ; 3^o d'être appelée ou nommée aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois ; 4^o de port d'armes pendant deux ans à partir du jour où la condamnation sera devenue irrévocable.

(1) Article 474 : « La peine de l'emprisonnement aura toujours lieu, en cas de récidive, pendant trois jours au plus ».

Article 483 : « Il y a récidive, lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention de police commise dans le ressort du même tribunal ».

ART. 4. — Seront punis d'une amende de 1 à 5 francs inclusivement, les cafetiers, cabaretiers et autres débitants, qui auront donné à boire à des gens manifestement ivres, ou qui les auront reçus dans leurs établissements, ou auront servi des liqueurs alcooliques à des mineurs âgés de moins de seize ans accomplis.

Toutefois, dans le cas où le débitant sera prévenu d'avoir servi des liqueurs alcooliques à un mineur âgé de moins de seize ans accomplis, il pourra prouver qu'il a été induit en erreur sur l'âge du mineur, s'il fait cette preuve, aucune peine ne lui sera applicable de ce chef.

Les articles 474 et 483 du code pénal seront applicables aux contraventions indiquées aux paragraphes précédents.

ART. 5. — Seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 300 francs, les cafetiers, cabaretiers et autres débitants, qui, dans les douze mois qui auront suivi la deuxième condamnation prononcée en vertu de l'article précédent, auront commis un des faits prévus audit article.

Quiconque ayant été condamné en police correctionnelle, pour l'un ou l'autre des mêmes faits, depuis moins d'un an, se rendra de nouveau coupable de l'un ou l'autre de ces faits, sera condamné au maximum des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être portées jusqu'au double.

ART. 6. — Toute personne qui aura subi deux condamnations en police correctionnelle pour l'un ou l'autre des délits prévus en l'article précédent,

pourra être, par le second jugement, déclaré incapable d'exercer tout ou partie des droits mentionnés en l'art. 3. Dans le même cas, le tribunal pourra ordonner la fermeture de l'établissement pour un temps qui ne saurait excéder un mois sous les peines portées par l'art. 3 du décret du 29 décembre 1851. Il pourra aussi, sous les mêmes peines, interdire seulement au débitant la faculté de livrer des boissons à consommer sur place.

ART. 7. — Sera puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 300 francs, quiconque aura fait boire jusqu'à l'ivresse un mineur âgé de moins de seize ans accomplis. Sera puni des peines portées aux art. 5 et 6, tout cafetier, cabaretier ou autre débitant de boissons, qui, ayant subi une condamnation en vertu du paragraphe précédent, se sera de nouveau rendu coupable, soit du même fait, soit de l'un ou l'autre des faits prévus en l'art. 4, § 1, dans le délai indiqué en l'art. 5, § 2.

ART. 8. — Le tribunal correctionnel, dans les cas prévus par la présente loi, pourra ordonner que son jugement soit affiché à un tel nombre d'exemplaires et en tels lieux qu'il indiquera.

ART 9. — L'art. 463 (1) du code pénal sera appli-

(1) Article 463 (extrait) : « Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende s'nt prononcées par le Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les Tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours et l'amende au-dessous de seize francs; ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police ».

cable aux peines d'emprisonnement et d'amende portées par la présente loi. L'art. 59 (1) du même code, ne sera pas applicable aux délits prévus par la présente loi.

ART. 10. — Les procès-verbaux constatant les infractions prévues dans les articles précédents, seront transmis au procureur de la République dans les trois jours au plus tard, y compris celui où aura été reconnu le fait sur lequel ils sont dressés.

ART. 11. — Toute personne trouvée en état d'ivresse dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics, pourra être, par mesure de police, conduite à ses frais au poste le plus voisin, pour y être retenue jusqu'à ce qu'elle ait recouvré sa raison.

ART. 12. — Le texte de la présente loi sera affiché à la porte de toutes les mairies et dans la salle principale de tous les cabarets, cafés et autres débits de boissons. Un exemplaire en sera adressé à cet effet à tous les maires et à tous les cabaretiers, cafetiers et autres débits de boissons. Toute personne qui aura détruit ou lacéré le texte affiché, sera condamnée à une amende de 1 à 5 francs et aux frais du rétablissement de l'affiche. Sera puni de même tout cabaretier, cafetier ou débitant chez lequel ledit texte ne sera pas trouvé affiché.

ART. 13. — Les gardes-champêtres sont chargés de rechercher, concurremment avec les autres officiers

(1) Article 59 : « Les complices d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce délit ».

de police judiciaire, chacun sur le territoire duquel il est assermenté, les infractions à la présente loi. Ils dressent des procès-verbaux pour constater ces infractions.

Ainsi donc la loi prévoit plusieurs infractions différentes. Elle punit : 1^o les individus trouvés dans un lieu public en état d'ivresse manifeste ; 2^o les cafetiers, cabaretiers et autres débitants de boissons qui donnent à boire à des gens ivres, ou qui les reçoivent dans leur établissement ; ceux qui servent des liqueurs alcooliques à des mineurs de seize ans ; ceux qui font boire jusqu'à l'ivresse des mineurs de seize ans ; enfin ceux dans l'établissement desquels le texte de la loi n'est pas affiché ; 3^o les individus qui enivrent des mineurs de seize ans ; 4^o ceux qui détruisent ou lacèrent le texte de la loi.

Nous ne présenterons pas un examen détaillé et approfondi de toutes les dispositions de cette loi. Pour ne pas sortir du cadre de cette étude, nous nous bornerons à étudier les dispositions spéciales au délit d'ivresse proprement dit, et nous laisserons de côté les infractions créées à l'encontre des cafetiers et cabaretiers.

Nous apprécierons ensuite la portée de la loi et les résultats qu'elle a donnés.

Il résulte de l'article 1^{er} que deux éléments doivent être réunis pour que la contravention soit punissable : l'ivresse doit être manifeste, elle doit être publique.

a) Dans quels cas l'ivresse sera-t-elle considérée comme manifeste ? M. Albert Desjardins, rapporteur de la loi à l'Assemblée Nationale, dans la séance du

23 avril 1872, a ainsi défini l'ivresse manifeste :
« L'ivresse manifeste, a-t-il dit, c'est l'ivresse qui produit un scandale public par sa seule vue, et non pas tel ou tel acte répréhensible et puni par le droit criminel. C'est à ce scandale, inséparable de l'ivresse manifeste, facile à attester par témoins, facile à consigner dans un procès-verbal, que se reconnaîtra l'ivresse telle que nous la prévoyons, et telle que nous vous demandons de la réprimer. »

L'état d'ivresse manifeste, dans un lieu public, renferme par lui-même les éléments d'une contravention ; il n'est pas nécessaire de constater en outre que cette ivresse a fait scandale, et il n'est pas davantage indispensable qu'elle ait été aggressive. C'est ce qui résulte de la discussion de la loi, où un amendement de M. Salneuve ajoutant ces mots « et faisant scandale » après ceux d'ivresse manifeste, a été repoussé par cette raison que, comme l'avait indiqué M. Desjardins, par le fait même que l'état d'ivresse manifeste est constaté, il y a scandale public. On peut ajouter que l'ivresse même inoffensive, constitue un danger public constant, car les gens ivres se livrent trop souvent à des actes dangereux pour la sécurité d'autrui.

b) L'ivresse publique, c'est l'ivresse donnée en spectacle ; c'est un outrage à la pudeur publique, c'est aussi un danger pour la sécurité des citoyens, danger matériel si on le juge par rapport aux malheurs matériels qu'elle peut occasionner, danger moral, par l'exemple qu'elle donne, par les entraînements qu'elle enfante.

Ainsi le légistaleur, tout en déplorant les faits d'intempérance, ne les a considérés comme répressibles,

que quand ils se manifestent au dehors. Et, si blâmables que puissent être les faits de ce genre dans la vie privée, les tiers ne sont pas témoins d'exemples qui peuvent les dépraver ; par suite, la Société n'a pas à intervenir. Elle n'a pas le droit, pour découvrir l'ivresse de fouiller dans la vie privée ; il n'y aurait là qu'un acte mauvais en soi, entâchant la moralité, mais ne pouvant donner naissance à une action pénale. Admettre le contraire, c'eût été attenter à la liberté individuelle, empiéter sur le domaine de la conscience, ouvrir la porte à la fois à l'arbitraire et à la plus odieuse des inquisitions, à l'inquisition domestique. Il faudrait introduire dans chaque maison, des gens de police, comme en avait Athènes dans ses « opthalmos » ou inspecteurs pour la répression des désordres de table.

Mais, que faut-il entendre par lieu public ? La loi a énuméré dans l'art 1^{er} un certain nombre de lieux qui présentent ce caractère ; mais cette énumération n'a rien de limitatif. Cela résulte d'ailleurs expressément des termes de la loi « et autres lieux publics ». Le mieux est donc de demander l'explication aux travaux préparatoires. D'après le rapporteur, « c'est tantôt un lieu destiné essentiellement au passage et à la circulation du public, de n'importe quelle personne, rues, chemins, places ; tantôt un lieu où tout le monde n'entre pas, sans doute, mais où tout le monde peut entrer, soit en payant, soit gratuitement. » L'expression lieu public s'appliquera donc, d'après un jugement (1) à « tous édifices ou établissements tels qu'églises, temples, synagogues, dans le temps où ils sont ouverts aux

(1, Trib. civ., Saint-Omer, 21 mai 1884.

fidèles, les écoles et cours publics, les bals et concerts publics, les théâtres et spectacles, les gares, les bureaux et wagons de chemin de fer, les voitures publics, les bateaux à vapeur, et généralement tous les endroits dans lesquels le public est admis en commun. »

Ajoutons que si la loi exige que l'ivresse se manifeste dans un lieu public, elle n'exige pas en outre, la présence du public ; l'individu en état d'ivresse manifeste sur la voie publique ou dans un lieu public, est en contravention, alors même qu'il s'y trouverait seul.

Pénalités.

La loi de 1873, a établi un système de pénalité destiné à assurer la répression de plus en plus énergique des ivrognes récidivistes.

a) La première infraction constitue une contravention : elle relève de la compétence du tribunal de simple police, et est frappée d'une amende de 1 à 5 francs. C'est la peine la plus légère que puissent infliger les tribunaux. On avait proposé de se contenter d'un simple avertissement du juge, mais la commission a écarté avec raison ce système qui eût constitué une innovation dans notre système répressif, sans grande efficacité, sans aucun avantage pour le contrevenant, la publicité de la répression étant la même dans les deux cas.

La loi, dans son article 11, édicte en outre une mesure facultative, commandée également par la décence et la sécurité publiques ; toute personne trouvée en état d'ivresse dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autre lieux publics, peut être, par mesure de police, conduite à ses frais au poste le plus voisin pour y être retenue jusqu'à ce qu'elle ait recouvré sa raison.

Signalons que, conformément aux principes généraux, si le prévenu était poursuivi à la fois pour la contravention dont il s'agit, et pour un délit (violences, ou outrages aux agents de la force publique, coups et blessures, etc...) il y aurait connexité, et le tribunal correctionnel serait compétent pour juger les deux infractions.

b) *Récidive*. — Lorsque le fait d'ivresse a été isolé, le législateur s'est montré très indulgent pour sa répression, espérant que la légère amende qu'il inflige au coupable, lui servira d'avertissement pour l'empêcher de retomber dans cet état. Mais, lorsque le fait se renouvelle, il a paru nécessaire d'user de moyens plus rigoureux ; c'est pourquoi la loi punit de peines de plus en plus sévères, la première, la deuxième, et enfin la troisième récidive et les suivantes.

1^{re} *Récidive*. — La loi stipule qu'il y aura récidive lorsqu'une nouvelle contravention aura été commise dans les douze mois qui suivent la première condamnation, et dans le ressort du même tribunal de police, et que dans ce cas il y aura lieu de prononcer une condamnation à un emprisonnement de trois jours au plus. Ceci se dégage des articles 474 et 483 du Code pénal (1), auxquels se réfère l'art. 1^{er} § 2 de la loi de 1873.

(1) Article 474 : « La peine d'emprisonnement contre toutes les personnes mentionnées en l'article 471, aura toujours lieu, en cas de récidive, pendant trois jours au plus ».

Article 483 : « Il y a récidive dans tous les cas prévus par le présent livre, lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention de police commise dans le ressort du même Tribunal ».

L'article 463 du présent Code sera applicables à toutes les contraventions ci-dessus indiquées.

Le législateur, en effet, a pensé que quand le second fait se rapproche du premier, il prend une gravité nouvelle, parce qu'il prouve la persistance dans la faute : ce n'est pas seulement l'ivresse que l'on commence à frapper, c'est l'ivrognerie. On exige en outre que la contravention ait été commise dans le ressort du même tribunal, parce que le casier judiciaire n'existant pas pour les contraventions, ce tribunal seul pourra connaître la première infraction.

Le renvoi de la loi de 1873 aux articles 474 et 483 du code pénal est général, et a pour conséquence d'appliquer les peines de la récidive à l'ivresse, non seulement en cas d'une première condamnation pour ivresse, mais encore à toute contravention de police : un premier fait d'ivresse, s'il suit dans les douze mois, une contravention de police quelconque, constituera l'inculpé en état de récidive (1).

2^e *Récidive*. — En cas de nouvelle récidive dans les douze mois qui auront suivi la deuxième condamnation l'inculpé sera traduit devant le tribunal correctionnel et puni d'un emprisonnement de 6 jours à un mois et d'une amende de 16 à 300 francs (art. 2, § 2). Donc dans ce cas, l'ivresse n'est plus seulement une contravention, elle devient un délit ; et, de cette disposition de la loi nous déduirons notamment, que doit s'appliquer ici le principe du non cumul des peines écrit dans l'article 365 du code d'instruction criminelle (2), qui ne saurait trouver application dans

(1) Décis. Chancellerie, 20 octobre 1876. (*Bulletin officiel*, N° 4, p. 222)

(2) Article 365 (extrait) : « En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée ».

le cas de première ou deuxième infraction, ces faits ne constituant que des contraventions. Ainsi il y aurait lieu de confondre les peines prononcées contre un prévenu déclaré coupable tant à la fois d'un délit d'outrage à un agent de la force publique, et du délit d'ivresse manifeste et publique en deuxième récidive.

3^e *Récidive*. — Dans ce cas, dit l'art 2 § 2, la peine est le maximum de celles indiquées au § 1, lesquelles peuvent être élevées jusqu'au double. Mais pour cela, il faut que précédemment le prévenu ait encouru une première condamnation en police correctionnelle, et que cette condamnation remonte à moins d'un an. Cette disposition ne s'applique pas seulement à un second fait se produisant moins d'un an après la première condamnation en police correctionnelle, il comprendrait aussi un troisième ou quatrième fait qui auraient lieu dans le même délai. Bien plus, chacune de ces condamnations répétées en police correctionnelle, fait courir un nouveau délai d'un an, dans lequel le § 2 recevrait incontestablement son application. Mais si un nouveau fait d'ivresse n'est commis qu'après l'expiration de ces délais, il échappe à la police correctionnelle et redevient une contravention de simple police.

Peines accessoires.

En outre des peines d'amende et de prison édictées contre les individus trouvés en état d'ivresse, la loi a prononcé contre eux certaines peines accessoires qui ont l'heureux effet de les frapper de certaines incapacités, lorsque l'ivrognerie est devenue chez eux une habitude, et de donner ainsi un témoignage public de

leur indignité. D'ailleurs, ce n'est qu'à la quatrième condamnation, et lorsqu'il paraît certain que leur vice est persistant, que la loi les frappe de ces déchéances en les privant de droits dont ils pourraient faire mauvais usage.

Ces déchéances, qui ne peuvent être prononcées qu'à la deuxième condamnation en police correctionnelle, sont les incapacités d'exercer les droits : 1^o de vote et d'élection ; — 2^o d'éligibilité ; — 3^o d'être appelé ou nommé aux fonctions de juré, ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois ; — 4^o de port d'armes. La durée de cette peine, ajoute l'art. 3, est de deux ans à partir du jour où la condamnation est devenue irrévocable. Elle est obligatoire pour le juge et doit être expressément prononcée par le tribunal et mentionnée dans le jugement. « Nous n'avons pas voulu, disait le rapporteur de la loi laisser à la faculté des juges l'application des peines privatives de droits. Nous avons craint qu'une arrière-pensée ne pût leur être imputée le jour où ils suspendraient l'exercice de droit électoral, si la suppression prononcée contre l'un était épargnée à l'autre. L'ordre de la loi dégagera leur responsabilité. »

Il nous reste, avant de passer à la critique de la loi, à examiner une dernière question : la loi de 1873 est-elle applicable aux militaires et aux marins ? On l'a nié (1) : les militaires et les marins, disait-on, doivent être punis des peines disciplinaires prévues par les règlements. Mais le ministre de la marine, par deux

(1) Voir rapport de la Commission à l'Assemblée nationale, XXIV, § 1 et 2.

circulaires en date du 15 mars et 3 mai 1873, s'est prononcé formellement en sens contraire quant aux militaires des troupes de la marine, marins et assimilés, et au personnel civil des arsenaux.

Le ministre de la guerre, a déclaré de son côté la loi de 1873 applicable aux troupes de l'armée de terre, dans une circulaire du 6 mai 1873, où il a tracé la marche à suivre pour l'application de cette loi aux militaires. Dans une autre circulaire en date du 22 mai 1878, il décidait qu'il n'était pas nécessaire de mettre en état de détention préventive les militaires coupables d'infractions à la loi de 1873 avant de les traduire devant les conseils de guerre. — « D'ailleurs, disait le ministre dans cette circulaire, les fautes d'ivresse... peuvent être réprimées par la voie disciplinaire de même que toutes les contraventions de police, en vertu de l'art. 271 du code de Justice Militaire, à moins qu'il ne soit jugé à propos, pour l'exemple, de déférer les délinquants aux conseils de guerre. »

SECTION IV

Appréciation critique de la loi de 1873.

Etude des asiles de buveurs.

Nous avons ainsi terminé l'analyse de la loi du 23 janvier 1873, au moins dans ses dispositions strictement relatives à l'étude que nous poursuivons. Il nous reste maintenant à rechercher si cette loi a rendu les services qu'on en attendait, à en apprécier les résultats.

Il est une chose qui, à sa lecture, frappe immédiatement l'esprit : c'est que le texte de la loi, n'est pas en rapport avec son titre ; loi tendant à réprimer l'ivresse publique, oui ; à combattre les progrès de l'alcoolisme, non.

Il n'y est question, en effet, que de l'homme ivre qui cause du scandale, étale sa honte aux yeux de tous, et devient ainsi pour tous un mauvais exemple. De l'alcoolisme, maladie beaucoup plus grave, et qui l'est d'autant plus qu'elle ne se manifeste pas toujours par des signes extérieurs, la loi ne s'occupe pas. Combien la loi de 1873 nous laisse loin du but poursuivi dans sa proposition de loi par M. Roussel, qui faisait de cette distinction le fondement de sa théorie et disait que, si, évidemment l'ivresse doit être réprimée, l'alcoolisme doit être combattu plus vigoureusement encore. « J'aurais atteint mon but, disait-il, si j'étais parvenu à démontrer qu'une proposition de loi contre l'ivrognerie, consistant uniquement à assimiler l'ivresse scandaleuse des rues aux contraventions qui relèvent de la simple police, ne saurait, à aucun titre, répondre aux indications de la science, ni aux exigences actuelles de l'intérêt social. »

Il semblerait, à la lecture de ces lignes, que M. Roussel ait eu, au moment où il les écrivait, une perception très nette de la difficulté du but à atteindre, et de l'insuffisance, de la nullité, pourrait-on dire presque, des résultats que l'avenir réservait à la loi de 1873.

Cette loi est insuffisante, disons-nous ; mais ce n'est pas seulement parce qu'elle laisse de côté la question de l'alcoolisme ; certes le législateur de 1873 a reculé devant l'audace d'une telle innovation et devant les

conséquences qu'elle entraînait ; nous sommes également d'avis qu'on ne peut atteindre l'alcoolique directement dans sa personne, par des lois répressives, et que seule, l'ivresse publique et manifeste peut être le motif d'une peine. Mais, même à ce dernier point de vue, envisagée à l'égard des faits qu'elle doit réprimer, la loi n'a pas donné les effets salutaires qu'on attendait d'elle.

D'autre part, nous n'avons qu'à jeter les yeux sur ce qui se passe autour de nous ; chaque année, la statistique accuse un nombre plus grand de crimes et de délits commis par des individus en état d'ivresse ; chaque jour voit s'ouvrir de nouveaux débits de boissons dans les villes et dans les campagnes ; nous voyons toujours autant d'ivrognes tituber dans les rues. A quoi tient cet état de choses ? A deux raisons, selon nous : d'abord, la loi du 23 janvier 1873 est trop faiblement appliquée, dans la plupart des cas, même, elle ne l'est pas du tout ; ensuite, le serait-elle, qu'elle ne contient pas en elle-même les éléments de répression suffisants pour assurer sa force et son influence. Nous examinerons séparément ces deux points.

Il est triste de constater que, dans notre pays, la vue d'un homme ivre n'éveille pas, dans la masse de la population, une idée de dégradation et d'avilissement pour celui qui est en cet état. On voit un ivrogne dans la rue, qui vacille et manque de tomber à chaque pas, on rit, les enfants le suivent en se moquant de lui ; peu de personnes songeront à le blâmer, beaucoup imiteront son exemple. On n'a jamais pu, dans le peuple, s'habituer à considérer l'ivresse comme une contravention ou un délit ; et l'on fait ce raisonnement,

j'ai bien le droit, je pense, de faire ce que je veux : si je m'enivre, cela ne fait de tort qu'à moi et à ma bourse, je ne cause de préjudice à personne. Aussi, en vertu de ce raisonnement dont la fausseté n'a pas besoin d'être démontrée, plaint-on plus qu'on ne les blâme les délinquants. Lorsque, par hasard, un tribunal correctionnel punit d'un mois d'emprisonnement un récidiviste d'ivresse, il n'est pas rare de voir à l'audience les spectateurs traduire leurs sentiments par un murmure d'étonnement où se mêle certainement un peu d'indignation contre les magistrats barbares qui ne comprennent pas le plaisir qu'il y a à s'enivrer et à se montrer en cet état à ses concitoyens.

A cette cause, toute morale, et dont l'influence a certainement empêché la loi de 1873 d'obtenir du public le respect que mérite toute loi en général et, à plus forte raison, toute loi d'intérêt social, s'en ajoutent d'autres.

Les statistiques révèlent une regrettable indifférence et un relâchement déplorable dans l'application de la loi ; car, à l'augmentation de l'alcoolisme, correspond chaque année une diminution dans le nombre des poursuites pour ivresse (1). Les officiers de police judiciaire, en effet, chargés de dresser les procès-verbaux, ferment le plus souvent les yeux sous l'in-

(1) En 1875, le chiffre des contraventions s'élève à 91 238. Il tombe déjà, en 1876, à 82 115. En 1891, il descend à 50.453. Même indulgence pour les ivrognes d'habitude ; les prévenus d'ivresse poursuivis correctionnellement atteignent, en 1875, le nombre de 3 829 ; ils ne sont plus, en 1891, qu'au nombre de 2.843, et sur ce nombre, 2.731 seulement ont subi une condamnation à l'emprisonnement ; en 1892, le nombre s'abaisse à 2.668, et en 1893, à 2.642. La diminution du nombre des poursuites n'a fait que s'accroître depuis.

fluence de diverses raisons. Par exemple, il n'est pas de réjouissances publiques sans libations excessives, qui sont, pour ainsi dire, officiellement autorisées. De même dans certaines circonstances telles que les opérations du conseil de revision ou du tirage au sort : il semble qu'elles soient intimement liées avec l'intempérance la plus complète. « La cérémonie du tirage au sort a un résultat immédiat, c'est de servir de prétexte à des beuveries interminables et à des déambulations à travers les rues, à la suite desquelles, la majorité des conscrits est dans un état d'équilibre plus qu'instable. En bon français, cela s'appelle de l'ivresse manifeste. Les réglemens de police l'interdisent, et cependant, en la circonstance, les agents chargés d'appliquer ces réglemens, font preuve d'une indulgence qui frise la cécité. Les promenades en question ayant lieu généralement derrière un drapeau tricolore, et se terminant non moins généralement dans de mauvais lieux, il semble au moins étrange de constater que le premier acte de la vie militaire de nos futurs soldats aboutit à une véritable prostitution de notre emblème national (1).

A Paris, l'ivresse n'est réprimée que d'une manière très insuffisante (2) ; les agents ayant des occupations multiples, les postes étant encombrés le plus souvent, les ivrognes n'y seront conduits que s'ils gênent la

(1) Extrait de *La France militaire*, du 7 février 1900.

(2) Le nombre des condamnations prononcées pour ivresse par les Tribunaux de simple police du département de la Seine, y compris Paris, en 1897, n'est que de 3.396, alors qu'il est presque double dans certains départements moins peuplés. (*Compte rendu de la justice criminelle* pour l'année 1897).

tranquillité publique ; et le procès-verbal ne sera dressé contre eux que s'ils sont conduits au poste.

Dans les campagnes, la répression est plus difficile à obtenir encore. Le maire, jaloux de sa popularité, se repose du soin des procès-verbaux sur des fonctionnaires inférieurs, c'est-à-dire sur des gardes-champêtres. Mais la situation n'en reste pas moins fort difficile. Dans un village de peu d'importance, où tout le monde se connaît, où tous les habitants ont entre eux des liens de parenté plus ou moins étroits, où les haines entre familles durent parfois plusieurs générations, le garde-champêtre hésitera à faire un procès-verbal qui peut lui attirer de nombreuses inimitiés, lui faire perdre peut-être sa situation, si le délinquant est soutenu seulement par un électeur influent. Cette crainte sera, chez lui plus forte encore, si le maire ou l'adjoint, ou les personnes influentes du pays sont eux-mêmes cabaretiers ou débitants de boissons, ainsi que cela arrive fréquemment, et lui feraient payer cher ce qu'ils considéreraient comme un excès de zèle. Ajoutons enfin que neuf fois sur dix, les gardes-champêtres sont d'anciens cultivateurs, trop âgés pour se livrer d'une façon régulière au travail des champs ; que leur force physique est peu à craindre pour un homme jeune, et leur influence morale à peu près nulle. Là où un agent de police ou un gendarme peuvent agir, l'un parce qu'il est dans une grande ville, l'autre parce que son uniforme est craint, tous deux parce qu'ils sont couverts par leurs chefs, le garde-champêtre, placé entre son devoir et son intérêt immédiat, choisira plus souvent ce dernier parti ; et l'on peut, jusqu'à un certain point l'en excuser, si

l'on songe aux conditions dans lesquelles il doit nécessairement exercer ses fonctions. En fait, les gardes-champêtres ne dressent pour ainsi dire jamais de procès-verbaux d'ivresse, préférant laisser ce soin aux gendarmes qui s'en acquittent le plus souvent possible, mais ne peuvent réprimer tous les cas, leur sphère de surveillance étant trop grande.

Ce relâchement de l'action publique à l'égard de l'ivresse et de l'alcoolisme, s'il est peut-être en partie, l'effet de négligences ou complaisances coupables, est aussi à notre avis, la démonstration de l'inopportunité et du danger de l'application de l'amende et de l'emprisonnement à ceux qu'une passion malheureuse pousse à l'abus des boissons alcooliques. Et ceci prouve l'insuffisance de la loi de 1873 même dans les cas où elle est appliquée.

Les pénalités n'ont pas, en général, d'effet correctif sur les ivrognes. Il s'en faut que tous imitent l'exemple du général Cambronne : sa conversion fut radicale ; elle datait de l'époque où simple brigadier, il avait encouru une peine grave pour un acte d'indiscipline commis en état d'ivresse. L'amende aura-t-elle un effet assez puissant pour combattre cette passion funeste ? Son effet le plus certain sera de grever de nouvelles dettes le budget du buveur déjà obéré par l'alcool, d'augmenter le malaise et la misère du foyer (1) ; l'amende frappera de malheureux innocents, elle sera insuffisante à convaincre et à guérir le buveur d'un

(1) On évalue à 1 milliard 340 millions la valeur des journées de travail perdues annuellement par l'influence alcoolique sur les milieux ouvriers. —
D^r LEGRAIN : *Dégénérescence sociale et alcoolisme*.

vice qui a lutté et qui lutte encore victorieusement contre la honte, les infirmités, les misères, le désespoir et la ruine de la famille.

Que dire de l'emprisonnement ? Quand il est de courte durée, il est inefficace, en cette matière comme il l'est en toutes les autres ; le buveur sortira de l'établissement pénitentiaire avec les mêmes tendances à boire, et, chose plus grave, perverti quelquefois par le contact des criminels ; de simple vicieux il peut devenir malfaiteur, en tout cas déclassé ; assez souvent on a appelé les prisons des écoles d'immoralité ; c'est peut-être exagéré, mais d'un autre côté, il y a quelque chose de choquant à voir l'ivrogne, qui peut bien n'être pas un méchant homme, enfermé côte à côte avec un vagabond ou un voleur de profession (2). — D'autre part, un emprisonnement de longue durée, avec le régime des maisons centrales, serait une peine trop grave, et nullement en rapport avec le délit commis.

Les mesures pénales sont donc insuffisantes ; on pourrait même dire, dans une certaine mesure, qu'elles sont injustes, car elles punissent l'ivresse accidentelle sans paraître tenir compte de ce fait que l'alcool a des effets d'autant plus intenses qu'il agit sur un individu

(2) Déjà en 1840, Frégier, chef de bureau à la Préfecture de la Seine, exprimait l'avis qu'il ne fallait pas faire, de l'ivresse seule, une contravention passible d'emprisonnement, « pour ne pas exposer les ivrognes au séjour corrompateur des prisons ». Au Congrès international des prisons, en 1871, il a été prouvé que pas un ivrogne sur mille n'a été corrigé par l'emprisonnement. En 1879, l'Etat de Massachusetts a puni d'amende et de prison 17.000 alcooliques sur lesquels on comptait 16 000 récidivistes. Dans l'Etat de New-York, parmi les 56.000 alcooliques poursuivis, certains sujets avaient subi de 20 à 200 condamnations pour ivresse. — Dr BAKER : *Société de Médecine légale de New-York*.

moins habitué à en faire usage ; que d'autre part, la même dose de spiritueux qui fait rouler tel buveur sous la table, laissera à tel autre la possession presque entière de ses facultés. Enfin, on peut se demander si la société a bien le droit de se montrer rigoureuse envers les ivrognes, alors qu'elle fait tout pour propager l'alcoolisation publique, alors qu'elle laisse se multiplier ces débits qui sont les parasites de l'organisme social, qu'elle tolère la vente de boissons toxiques, qu'elle dégrève d'impôts les producteurs des liquides les plus nuisibles (1), qu'elle tend un piège permanent à la faiblesse des uns, à l'ignorance des autres. Peut-on admettre ce double rôle de justicier et de complice ?

D'ailleurs, l'ivrogne est-il un de ces coupables que la loi doit frapper de peines ordinaires ? — Les médecins n'hésitent pas aujourd'hui à répondre : non, l'ivrogne n'est pas un coupable, c'est un malade. L'ivrognerie est une maladie, disent-ils d'un commun accord ; l'alcoolisation, conséquence de l'ivrognerie, en est une autre ; elles constituent l'une et l'autre un état morbide du cerveau ; le buveur est un malade, il ne possède pas un cerveau normal, « ne devient pas buveur qui veut » (2), ajoutent-ils, reconnaissant ainsi une sorte de vice d'origine, congénital, que porterait

(1) Il n'est plus à démontrer que les bouilleurs de crû fabriquent une quantité d'alcool qui dépasse de beaucoup leur consommation et font une concurrence redoutable aux eaux-de-vie du commerce soumises à l'impôt. Cette fraude est d'autant plus à regretter que leur alcool, obtenu par une distillation hâtive, incomplète, au moyen d'appareils imparfaits, contient une énorme proportion d'impuretés.

(2) D^r LEGRAIN. — *Dégénérescence sociale et alcoolisme*, p. 65 et 66 ; *De l'alcoolisme*, p. 64 et 65.

en venant au monde l'ivrogne, ou l'alcoolique-né. Ce vice est héréditaire, se transmet et se développe dans une proportion qui croît avec le nombre de générations et les effets combinés des tares des parents : « qui a bu, boira par ses enfants.

La conséquence naturelle et logique d'un pareil principe est l'impunité de l'ivrogne et de l'alcoolique. Elle est affirmée dans une intéressante étude des D^{rs} Magnan et Sérieux sur le traitement des buveurs d'habitude (1).

Il ne faudrait cependant pas abuser de la pathologie, et voir dans tout buveur d'habitude un malade ; une victime d'un vice congénital. Il est essentiel de séparer l'aliéné alcoolique et le dipsomane qui relèvent de la médecine mentale, du simple buveur d'habitude. On est trop disposé, de nos jours, à enlever aux vicieux leur responsabilité, à confondre le vice avec la maladie, à attribuer à la naissance la plupart de nos défauts et de nos qualités : avec le criminel-né, le vagabond-né, nous aurions le buveur-né ; on voudrait aussi faire croire à l'existence de fumeurs-nés : dans le congrès international de 1888, contre l'abus du tabac, on a soutenu que la passion du tabac, la nicotiomanie, est souvent une maladie, une hérédité morbide et que beaucoup naissent nicotiomanes (2). D'autre part, n'a-t-on pas dit, au nom de l'Ecole positiviste, qu'on naît positiviste, mais qu'on ne le devient pas (3) ?

(1) *La Médecine moderne*, du 27 novembre 1895, p. 729.

(2) *La lutte contre l'abus du tabac*, ALCAN, Paris, 1890, p. 54 et 55.

(3) ANGIOLINI. — *La scuola positivista nei discorsi dei pubblici ministeri*. (*Scuola positiva*, juillet 1896, p. 432).

Non, le vice s'acquiert, les mauvaises habitudes se contractent ; le buveur, même habituel, n'est pas le dipsomane, pas plus que le vice n'est une maladie ; celui-là boit constamment, est intempérant, mais s'abandonne volontairement, avec complaisance et par faiblesse à sa passion qu'il ne cherche pas à vaincre ; celui-ci est victime d'accès intermittents irrésistibles, contre lesquels il ne peut lutter (1).

La passion du buveur peut être favorisée et aidée par certaines circonstances, par des entraînements, dont nous parlerons plus loin ; elle est pas irrésistible, elle peut être combattue. Mais celui qui en est atteint ne veut pas la combattre, ou il n'a pas la force morale nécessaire pour cette lutte, et il est maintenu dans cet état par l'influence d'un milieu auquel il est nécessaire de l'arracher.

Cependant, il est généralement reconnu aujourd'hui que pour l'ivresse comme pour le vagabondage, que l'on peut justement rapprocher, la loi pénale a fait fausse route : tous ces buveurs d'habitude, impulsifs, déséquilibrés, faibles, ce n'est pas, comme nous l'avons indiqué, la prison ou l'amende qui peut les corriger ; il leur faut un traitement spécial, dans un établissement approprié, non point asile d'aliénés, mais asile de buveurs, basé sur l'abstinence obligatoire de toute boisson non seulement alcoolique, mais même fermentée, pendant un séjour d'une durée assez longue pour espérer une cure sérieuse.

L'asile d'aliénés est à la fois insuffisant et excessif :

(1 Voir l'ouvrage de M. Henri JOLY : *Le crime*, p. 350, 351, 356, 377 ; et SETTI : *La forza irresistibile*.

excessif, parce que nous ne sommes pas en présence d'aliénés ; insuffisant parce que rien n'y est organisé en vue de l'abstinence prolongée, seul moyen de guérison. — A ces intempérants, qui ne savent pas résister à leur dangereuse passion, mais dont la seule faute sociale est de trop boire, il faut donner, par l'habitude acquise de la tempérance, la force de réagir contre leur ancienne habitude innée ou acquise d'intempérance ; il faut, en même temps, pour rendre plus fermes et plus sûres la guérison et la réforme, une éducation nouvelle ; il est nécessaire de faire reconnaître à ces malheureux leur erreur passée, partagée par bien d'autres ; il faut qu'ils arrivent à comprendre, par leur propre expérience, que l'alcool, loin de donner des forces, affaiblit et mine peu à peu l'organisme, et qu'un régime basé sur la tempérance est le meilleur moyen de relever leurs forces déprimées par les abus. Mais, cette éducation physique, intellectuelle et morale si contraire à des préjugés et à des entraînements déjà anciens, ne peut se faire en quelques jours. Parlant des alcooliques, M. André Lefèvre, dans un article paru tout récemment (1), disait : « Tous les médecins aliénistes nous diront l'inutilité de leurs efforts. Voici un buveur d'habitude qui un beau jour déraisonne ; on le prend comme aliéné, on l'interne à l'asile, et là, les boissons alcooliques supprimées, il ne tarde pas à s'améliorer beaucoup et à retrouver toute sa raison. Dès lors, il n'est plus un aliéné qu'on puisse garder aux termes de la loi de 1838. Il réclame sa sortie qu'on ne saurait légalement lui refuser. Huit ou dix mois

(1) Article paru dans *Le Journal*, 19 septembre 1907.

auraient été nécessaire pour le guérir de son vice, il n'est pas resté quinze jours, et à peine sorti il se remet à boire, jusqu'à ce qu'une nouvelle crise le ramène à l'asile, d'où il ressortira trop tôt. Et ainsi de suite. »

Il est donc de toute nécessité que le séjour de l'ivrogne dans l'établissement soit assez prolongé pour arriver au but désiré.

La création d'asiles de buveurs est à l'ordre du jour en France comme à l'étranger. Elle est en voie de réalisation dans certains pays voisins, en Suisse notamment, et y a déjà donné de bons résultats. Mais, au point de vue de cette mesure désirable, il faut éviter tout abus dont souffrirait la liberté individuelle, et déterminer avec soin comment s'opérera l'internement et qui en fixera la durée.

Le placement des buveurs dans un asile ne peut être que volontaire ou forcé. Le placement volontaire ou spontané ne peut présenter de difficultés sérieuses. Le placement forcé pourrait émaner de la famille du buveur ou de l'autorité.

Pour le placement émané de la famille, il y aurait lieu de distinguer entre les mineurs et les majeurs. Quant aux mineurs, leurs père, mère et tuteurs devraient avoir le droit de les placer dans les asiles, dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties qu'ils exercent le droit de correction, sauf la différence de la durée du séjour dans l'asile.

Quant aux majeurs, nous serions d'avis d'autoriser leur placement sur la demande du conjoint, d'un ou plusieurs parents ; le placement serait ordonné par la chambre du conseil du tribunal, sur l'avis d'un ou plusieurs médecins, après enquête et débats contra-

dictoires, le ministère public entendu ; appel pourrait être interjeté devant la cour d'appel, et la même procédure serait suivie devant cette cour.

En cas d'actes de violence exercés par le buveur d'habitude ou alcoolique, s'il devient par sa conduite, une cause actuelle de danger ou de scandale, ou si enfin, par suite de ses habitudes vicieuses, il retombe à la charge de l'assistance publique, le ministère public pourrait d'office provoquer l'internement. Cet internement pourrait aussi être ordonné par le tribunal correctionnel quand le buveur comparaitrait devant lui en deuxième ou troisième récidive. Dans ce cas les précautions à prendre se trouveraient simplifiées : le certificat médical deviendrait inutile, le fait même par le délinquant d'avoir été condamné plusieurs fois pour ivresse et d'être en état de récidive, impliquant à lui seul l'habitude de l'ivrognerie, ou tout au moins un commencement d'habitude.

Nous avons dit que la durée de l'internement doit être assez longue pour que le traitement soit efficace et produise des chances de guérison. L'on évalue généralement à six mois le minimum de cette durée, et à deux ans son maximum. On peut, à ce point de vue, opter entre trois systèmes : d'après le premier, l'internement ne cesserait que le jour où un certificat de guérison complète serait délivré au buveur par le médecin directeur de l'asile. Ce système, qui est évidemment le plus conforme à la logique, a le défaut de faire craindre des abus possibles. — D'après le second, l'internement serait prononcé pour un temps déterminé, un an par exemple : il pourrait alors arriver qu'à l'expiration du délai le détenu serait loin d'être guéri,

ou qu'au contraire il le serait depuis six mois, ce qui lui ferait six autres mois de détention injuste et inutile. — Nous donnerons la préférence à la théorie de la loi du canton de Saint-Gall : il y aura un minimum et un maximum ; le tribunal, par exemple, prononcera l'internement pour un laps de temps qui ne pourra être moindre de 9 mois, ni supérieur à 18 (loi de Saint-Gall). Entre le 9^e mois et le 18^e, le buveur, s'il donne des signes manifestes de guérison, pourra être remis en liberté. « Remarquons, dit M. Thiry (1) qu'il serait utile d'introduire en cette matière la libération conditionnelle... ; ce serait un moyen facile de savoir si, après un certain temps, et avant que le terme maximum ne soit expiré, l'espoir que l'on a dans la guérison est suffisamment sérieux pour ne point prolonger davantage le traitement ; en cas de rechute dans un certain délai après la libération conditionnelle, il y aurait lieu à réintégration pour terminer le temps normal. »

Y aura-t-il lieu d'ajouter à la peine de l'internement que nous demandons pour le récidiviste d'ivresse, la peine accessoire de l'interdiction ? Nous ne le pensons pas. Le code civil, en effet, mentionne expressément les cas dans lesquels elle doit être prononcée : imbecilité, démence, furie, faiblesse d'esprit et prodigalité ; or, l'alcoolique peut n'être ni imbecile, ni dément, ni fou furieux, ni faible d'esprit, ni prodigue. S'il présente au contraire un de ces caractères, qu'on lui applique la législation civile ; c'est là une question qui nous paraît devoir rester en dehors de la loi pénale.

Les bons résultats obtenus par les asiles existant à

(1) THIRY. — *Les asiles anti-alcooliques.*

l'heure actuelle ne sont pas à démontrer ; on ne peut dire, il est vrai, que tous les buveurs qui y ont été soignés en sont sortis guéris ; mais la proportion n'en est pas moins fort belle. A l'asile d'Ellikon (Suisse) par exemple, de 1889 à 1896, 343 malades ont été traités, voici la proportion obtenue :

Sujets guéris et restés abstinents	47 2 %
Sujets améliorés.	18 4 %
Rechutes.	34 4 %

En France, nous n'avons pas encore d'asiles spéciaux pour la guérison des buveurs. Le département de la Seine a créé des services spéciaux pour aliénés alcooliques. L'abstinence totale, le travail, le traitement moral constituent les bases de la cure de ces malades. A leur sortie, ceux-ci sont affiliés à une société d'abstinence ; d'autre part, une société de patronage s'occupe de leur trouver du travail et essaye de leur éviter ainsi les épreuves et la misère qui attendent les alcooliques laissés à eux-mêmes, avec les rechutes comme conséquence. Les résultats obtenus sont loin d'approcher ceux que l'on constate dans les pays où fonctionnent les asiles de buveurs, parce que chez nous, ces établissements appropriés au but à atteindre faisant défaut, le traitement n'est pas assez suivi et sa durée est de beaucoup trop restreinte.

Pour combattre efficacement l'ivresse et l'alcoolisme, il ne suffit pas d'atteindre ces fléaux dans leur manifestation extérieure. Il faut aussi et surtout les atteindre dans leurs causes les plus directes, dans la multiplication du nombre des cabarets, de ces « laboratoires de poison moral », selon l'heureuse expression

du Dr Legrain, qui mettent l'occasion à la portée de tous, et, par l'influence puissante de l'exemple, de l'entraînement, de la contagion, créent jusque dans les plus petits hameaux, ce que le Dr Legrain désigne sous le nom d'alcoolisme collectif (1), source redoutable de méfaits, et menace constante pour la paix intérieure du pays. Mais l'organisation de la lutte contre ces causes de l'alcoolisme sort en principe du domaine de la loi pénale, et, par conséquent des limites de cette étude (2).

(1) Dr LEGRAIN : *L'alcoolisme*, p. 41 à 50. — A propos de ce que le Dr LEGRAIN appelle l'alcoolisme collectif, résultat de la contagion, il est intéressant de rappeler les lignes suivantes de M. BUNGE dans un appel aux ouvriers : « La cause de notre habitude de prendre des boissons alcooliques, n'est pas du tout la misère, mais la manie d'imitation de l'homme, véritable héritage de nos ancêtres les singes. Le premier verre de bière qu'on prend n'a pas meilleur goût que le premier cigare. Les hommes boivent parce que d'autres boivent. Et, dès qu'on s'est habitué à boire, on ne manque naturellement jamais de raisons pour continuer. On boit quand on se revoit, on boit quand on se quitte. On boit quand on a faim, pour engourdir la faim, et, quand on est rassasié, pour se donner de l'appétit. On boit quand il fait froid, pour se réchauffer, et quand il fait chaud, pour se rafraîchir. On boit quand on a sommeil pour se tenir éveillé, et quand on a des insomnies, pour se faire dormir. On boit parce qu'on est triste; on boit parce qu'on est gai. On boit à un baptême, on boit à un enterrement; on boit, on boit... Pourquoi ne boirait-on pas aussi pour oublier les chagrins et la misère? Or, de tous les motifs qui font boire, c'est ce dernier qui est le plus fou. Pour combattre l'effet, on renforce la cause. On veut vaincre la pauvreté, et on s'habitue à des dépenses qui entravent la faculté de travailler et de gagner son pain »

(2) Il est bon de signaler que le courant d'opinion contre l'alcool, qui, en Angleterre, est si considérable, commence à s'étendre en France. Il existe chez nous un certain nombre de Sociétés de tempérance, parmi lesquelles il convient de citer : la *Société contre l'abus des boissons alcooliques*, fondée en 1872; — la *Société française de tempérance de la Croix-Bleue*, qui est une œuvre protestante. La plus considérable par le nombre de ses adhérents, *L'Union française anti-alcoolique*, présidée par le Dr LEGRAIN, est une association fédérale de groupes ou sections indépendantes les unes des autres, en ce sens que ces groupes rédigent leurs statuts, se gouvernent et agissent comme ils l'entendent. Le lien fédéral est constitué par le principe de l'abstention des boissons spiritueuses (vin, cidre, bière exceptés) qui doit être reconnu par les sociétés fédérées. En 1899, le nombre des sections était de 470, et le nombre des membres de l'Union de près de 30.000

TROISIÈME PARTIE

LÉGISLATION COMPARÉE

Avec l'examen de la loi de 1873 et l'étude critique de ses dispositions, nous avons achevé la plus longue partie de cette étude : nous avons mis en lumière les rapports de l'ivresse et de l'alcoolisme avec la loi française, civile et pénale.

Il nous reste, pour être complet, à jeter un coup d'œil sur les législations des pays étrangers, à y rechercher les dispositions spéciales sur cette matière, à examiner leur portée, et, dans certains cas, à comparer avec les solutions consacrées chez nous. C'est presque exclusivement en matière pénale que nous rencontrerons des textes, l'influence de l'ivresse en matière civile devant être envisagée et solutionnée, comme dans notre droit français, d'après les principes généraux sur le consentement, les obligations, etc...

Nous prendrons successivement chaque pays séparément.

Allemagne.

L'ivresse (*trunkenheit*, quand elle résulte d'un abus de boissons, et *berauschung*, dans un sens plus

général, usage de drogues enivrantes, etc.) est considérée dans le droit pénal allemand, à un double point de vue : 1^o à raison de son influence sur l'imputabilité des crimes et délits ; 2^o spécialement quand elle entraîne certaines conséquences déterminées, comme une contravention de police.

En ce qui touche à l'imputabilité, les criminalistes allemands distinguent trois sortes d'ivresses : a) l'ivresse accidentelle (zufallige), amenée par l'artifice d'un tiers ; b) l'ivresse dolosive (dolose) qui est celle d'un homme qui obscurcit intentionnellement sa raison, en vue de commettre, dans cet état un délit déterminé ; c) l'ivresse volontaire (verschuldete, kulpöse), de beaucoup la plus fréquente, qui est celle de l'homme qui s'expose sciemment à perdre momentanément l'usage de ses facultés, mais sans avoir aucune arrière-pensée criminelle.

Ils prennent aussi en considération le degré de l'ivresse ; seule l'ivresse complète exclut la responsabilité. Mais ils admettent qu'elle est complète, non pas seulement quand l'individu a perdu toute conscience de ses actes, mais même dès qu'il a perdu toute « la liberté psychique », sa libre détermination, ou la possibilité de se rendre compte de la criminalité de ses actes. Ce qu'un individu fait dans un état d'ivresse complète accidentelle, ne peut, en aucun cas, lui être imputé. Si l'ivresse était volontaire, mais sans intention dolosive, il est possible, mais non pas nécessaire, de voir dans l'acte commis une faute (*culpa*) punissable. Si l'ivresse est dolosive, le délit lui-même doit être considéré comme prémédité, bien que commis à un moment où l'individu ne possédait plus sa raison. Telle est, du

moins, l'opinion professée notamment par Abegg, Marezoll, Mittermaier, Bekker, Wachter, Dollmann, Geib, H. Meyer, Binding, etc... et dont se sont inspirés les codes pénaux de Bade, de Hambourg, de Hesse, de Wurtemberg, etc.

L'ivresse incomplète, lorsqu'elle n'est pas dolosive, doit être considérée comme une circonstance plus ou moins atténuante, et entraîner une diminution de peine proportionnée, suivant le degré de raison qu'elle laisse à l'agent. (c. de police bad., art. 76 et 99 ; cod. pol. bavarois, art. 55 et 82).

Le code pénal allemand ne mentionne pas expressément l'ivresse parmi les causes d'excuse ou d'atténuation. Mais elle peut évidemment rentrer, suivant les circonstances, dans les cas prévus par le § 51, ainsi conçu : « Un acte n'est pas punissable quand son auteur, au moment où il l'a commis, était dans un état d'inconscience (*Bewusstlosigkeit*) ou de perturbation malade de ses facultés mentales, qui excluait de sa part toute libre détermination. »

D'un autre côté, le code pénal allemand range parmi les contraventions l'ivresse, ou, pour mieux dire, l'ivrognerie, lorsque celui qui s'y livre « se met dans des conditions telles que, soit pour son entretien personnel, soit pour celui des personnes à qui il doit des aliments, il faille, par l'entremise des autorités, faire appel à une assistance étrangère. » (§ 361-50). L'ivrogne encourt, dans ce cas, la peine des arrêts, et peut, en outre, être astreint, soit à l'intérieur de la prison, soit même au dehors, à certains travaux appropriés à ses aptitudes et à sa condition, puis remis après l'expiration de sa peine, à la police d'Etat,

laquelle a alors le droit de l'interner pendant deux ans dans une maison de travail, ou de l'employer, à des ouvrages d'utilité publique.

D'après le code pénal militaire de 1872, celui qui, dans le service, ou après avoir été commandé pour le service, se rend incapable de remplir ses fonctions en s'enivrant, est puni soit des arrêts simples ou de rigueur, soit de la prison, soit de la détention pour un an au plus; en même temps, on peut prononcer sa destitution(1). L'ivresse hors du service, ou dans le service dans les cas moins graves, peut être punie disciplinairement.

Angleterre.

Les statuts de l'Angleterre proclament la responsabilité complète des individus qui ont commis des crimes pendant l'ivresse (2). La même règle est reproduite dans les lois d'Amérique (3). Donc l'ivresse n'est ni une excuse légale, ni une cause d'atténuation.

Au contraire, la loi anglaise exclut la culpabilité quand l'ivresse est accidentelle, involontaire, c'est-à-dire produite par l'acte d'un tiers à l'insu de celui dont elle oblitère momentanément les facultés. Le Code de Géorgie, considérant aussi que l'innocence est telle-

(1) Article 151. — Trad. par M. Ch. LYON, Caen, *Ann. de lég. étr.*, t. II, page 186.

(2) *Persons voluntarily drunk are liable for all crimes committed in that state.*

(3) *Drunkeners shall not be an excuse for any crimes or misdemeanors.* Penal codes of Georgia, first div. sect. 9.

ment évidente dans ce cas, apporte également une restriction au principe (1).

De même, n'est pas à considérer comme responsable, celui qui agit sous l'influence d'une maladie mentale, dont l'ivrognerie est la cause première.

Bien que l'ivresse ne soit pas une excuse, il en est en Angleterre de même qu'en France, quand l'intention est un élément constitutif essentiel du délit, le jury prend en considération l'état de l'agent pour décider si ledit agent avait l'intention dolosive.

En tant que contravention à l'ordre public (offense of drunkenness), l'ivresse était déjà punie par deux lois du temps de Jacques I^{er}, d'une amende de 5 schillings, à payer dans la semaine de la condamnation entre les mains des marguilliers, au profit des pauvres. En cas de récidive, le coupable était tenu avec deux cautions du paiement éventuel de dix livres comme garantie de sa bonne conduite (2). Si l'ivresse a été accompagnée de désordre ou de scandale sur la voie publique, la peine, en vertu d'une loi de Victoria, peut s'élever jusqu'à 40 schillings d'amende, ou 7 jours d'emprisonnement.

En outre, d'après le « Licensing act » de 1872, toute personne trouvée en état d'ivresse sur une route ou dans un lieu public quelconque, est passible d'une amende de 10 schillings ou plus ; en cas de récidive dans les douze mois, de 20 schillings, et, en cas de nouvelle

(1) *Unless such drunkenness was occasioned by the fraude, artifice, or contrivance of other persons*, loc. cit.

(2) *Every person who shall be drunk shall forfeit for the first offence five shillings; on a second conviction, shall be bound with two sureties in 10 liv. conditioned for his good behaviour.* (Stephen's summary, p. 13).

condamnation dans un semblable délai, de 40 shillings. Si l'ivresse est accompagnée de désordre ou de scandale ou si le coupable se trouvait préposé à la garde d'une voiture, d'un cheval, de bétail, ou d'une machine à vapeur, ou nanti d'une arme à feu chargée, la peine est une amende de 40 shillings au maximum, ou un emprisonnement d'un mois au maximum avec ou sans travail rigoureux (1). Cette loi de 1872 ne s'appliquait pas à l'Ecosse, mais elle lui a été étendue dans ses dispositions essentielles par « l'inebriate amendment » du 30 juillet 1900.

Quelques années après, le 3 juillet 1879, il a été promulgué une nouvelle loi en vue de faciliter la surveillance et le traitement des ivrognes (*Act to facilitate the control and the cure of the habitual drunkards*) c'est-à-dire des individus qui, ne pouvant pas être légalement considérés comme aliénés, sont néanmoins, par suite de leurs habitudes d'intempérance, dangereux à certains moments pour eux-mêmes et pour autrui, ou incapables de diriger leur personne ou leurs affaires. Ces individus peuvent être placés dans une maison de retraite spéciale, analogue aux asiles de buveurs sur lesquels nous nous sommes étendus, pour 12 mois au plus. La loi s'applique à toute le Royaume-Uni (2).

Enfin, est intervenue une loi du 12 août 1898 qui complète et perfectionne la précédente, et notamment élève à deux ans la durée maximum de l'internement dans les refuges de buveurs.

(1) V. la loi de 1872, traduite par M. BERTRAND, dans l'*Ann. de lég. étrang.*, t. II, p. 42.

(2) Traduction de M. BERTRAND, *Ann. de lég. étrang.*, t. IX, p. 19.

Ce qui ressort de ce dernier acte du Parlement, c'est, qu'après avoir posé les principes d'un rigoureux emprisonnement infligé aux ivrognes d'habitude ou aux ivrognes coupables, en dehors de la peine dont ils sont passibles pour leur crime ou délit, il en laisse l'entière application aux secrétaires d'Etat, investis, en définitive, d'une sorte de dictature en ce qui concerne la répression de l'ivrognerie. Ils sont en effet, maîtres en finances, en construction, du traitement des internés, quant à la durée et quant au mode. Les chefs des établissements d'Etat et le personnel sont à leur nomination et à leur révocation ; l'incarcération pour deux ans, la libération anticipée sont à leur discrétion, et ils peuvent autoriser qui que ce soit à tenir une prison d'ivrognes.

Ces dispositions, dont on ne trouverait nulle part l'analogie en France, font ressortir la profondeur de la plaie de l'ivrognerie en Angleterre, en même temps que l'énergie avec laquelle on veut la réprimer, et d'autre part, constituent une large exception au principe de la liberté individuelle, principe cependant fondamental de la Constitution Anglaise. Il cède devant cet autre principe supérieur et incontestable en la matière : « *Salus populi suprema lex esto.* »

Il faut aussi constater que, dans ce pays plus que dans tout autre, l'initiative privée vient, dans une très large mesure, apporter son concours aux pouvoirs publics pour combattre le fléau. Les adhérents à des associations dont le lien est un serment d'abstinence totale, se comptent par millions, dans la classe ouvrière, parmi les marins, dans la jeunesse universitaire adonnée aux jeux athlétiques, dans l'armée, dans le

Parlement (1). Il est bien entendu que ceux qui entrent dans ces associations ne sont ni ivrognes, ni prédisposés à l'ivrognerie ; les mobiles de leur affiliation sont la haine de l'alcool, perte de la patrie, et la propagation de la tempérance par l'exemple de la tempérance.

Complétons enfin cet examen rapide de la législation anglaise, en signalant que dans l'importante matière des Accidents du Travail, l'ouvrier victime d'un accident dû à son état d'ivresse, perd tout droit à l'indemnité. En effet, aux termes de la loi de 1897, la faute lourde est exclusive du droit à l'indemnité. On lit dans l'art. 2 du titre I : « S'il est prouvé que le dommage est imputable à un manquement grave et volontaire de l'ouvrier à ses devoirs, toute demande d'indemnité sera repoussée. » De même que les nôtres, les tribunaux anglais rangent l'ivresse volontaire parmi les fautes capables d'exonérer le patron de toute responsabilité.

Autriche-Hongrie.

1^o Autriche.

La loi civile consacre une disposition originale dans les provinces de Galicie et de Bukovine, qu'il est intéressant de signaler. Dans ces provinces, les dettes de cabaret sont traitées comme chez nous les dettes de jeu, et ne sont pas reconnues : cette mesure n'a pas donné de brillants résultats, car il tombe

(1) Soixante membres du Parlement anglais sont abstinents, et plus de 200 ont accepté le mandat de voter en faveur des mesures de tempérance.

sous le sens que le cabaretier et le débiteur s'entendent pour faire disparaître la trace de l'origine de la dette, et le moyen de déjouer les combinaisons qui interviennent entre eux n'est pas facile à trouver. De plus, comme le fait remarquer un éminent professeur de droit, M. Vidal, la non-reconnaissance des dettes de cabaret serait anti-juridique puisque leur cause n'a rien d'illicite, tant que la vente de l'alcool est autorisée.

En matière pénale, le code d'Autriche a adopté la décision suivante : « Nulle action ne constitue un crime ou un délit quand l'auteur est en état de pleine ivresse. (art. 2, § 3) ; mais, les crimes commis dans cet état, sont punis comme de graves infractions de police (art. 3, § 2).

Seule la *pleine ivresse* a le pouvoir de décharger de la peine, et encore faut-il que l'auteur ne s'y soit pas mis dans l'intention directe de commettre le délit (art. 2, § 2 *in fine*).

La peine de police encourue est un à trois mois d'arrêts. Si la personne ivre savait par expérience que, quand elle abuse de la boisson, elle est exposée à se mettre dans un état d'extrême excitation, les arrêts doivent être aggravés ; et, en cas de méfaits plus sérieux, on peut même la condamner jusqu'à 6 mois d'arrêts de rigueur.

L'ivrognerie, chez les ouvriers ou journaliers qui travaillent sur les toits ou sur des échafaudages, ou qui ont à manier des substances inflammables, ainsi que chez les domestiques de la classe de ceux dont la négligence peut causer facilement des incendies, doit être punie de un à huit jours d'arrêts ; en cas de réci-

dive, des arrêts jusqu'à un mois, et, de plus, suivant les circonstances, avec aggravation. La poursuite a lieu d'office, lorsque le fait, à raison de sa publicité, est parvenu à la connaissance des autorités, et, dans les autres cas, seulement sur la plainte du patron ou du maître.

Une loi du 19 juillet 1877, N° 67 promulguée spécialement pour la Galicie, la Lodomérie, Cracovie, et la Bukovine, punit des arrêts jusqu'à un mois ou d'amende jusqu'à 50 florins quiconque dans un débit de boissons, sur une voie publique ou dans tel autre lieu public, se trouve dans un état d'ivresse manifeste et scandaleuse, ou met volontairement un autre dans le même état.

2^o Hongrie.

Quiconque paraît dans un lieu public en état d'ivresse scandaleuse, est puni d'une amende de 25 florins au maximum (c. pén. des contraventions de 1879, art. 84). Ce code contient encore d'autres dispositions analogues à celles édictées chez nous par la loi de 1873 à l'encontre des cabaretiers qui reçoivent des gens ivres, qui donnent à boire à des mineurs de 16 ans.

Belgique.

Le code pénal belge ne renferme aucune disposition sur l'ivresse soit au point de vue de sa répression, soit au point de vue de son influence sur la responsabilité.

Mais le 22 juillet 1887, a été promulguée une loi concernant l'ivresse constatée dans un lieu public.

L'exposé des motifs présentés par le Gouvernement à l'appui de son projet de loi, commence en ces termes : « L'abus des boissons alcooliques peuple les hôpitaux, les prisons, les asiles d'aliénés et les dépôts de mendicité, la Belgique est au nombre des pays où il est le plus répandu. Les déplorables effets de l'ivrognerie ont été trop souvent constatés pour qu'il y ait lieu d'y insister. Dans la récente enquête sur le travail, on a partout, et sous toutes les formes, exprimé le vœu de voir le Gouvernement chercher les moyens d'arrêter les progrès de ce vice et les désordres sociaux qu'il entraîne. » Telle est la raison d'être parfaitement justifiée de cette loi.

Depuis longtemps, on s'était préoccupé en Belgique, de la nécessité de réprimer les excès de l'alcoolisme. Tout d'abord des règlements locaux avaient essayé d'obtenir ce résultat ; mais ces tentatives avaient été paralysées par un arrêt de la Cour de Cassation du 26 janvier 1863, décidant que la nécessité de réprimer par un statut pénal le dérèglement de l'ivresse volontaire et publique dépendait de l'appréciation d'un intérêt moral, qui n'appartenait qu'au législateur. Aussi, dès 1868, le Gouvernement avait-il mis à l'étude les mesures à prendre en ce sens ; mais cette réforme, pourtant si utile, n'avait pu encore être réalisée jusqu'à 1887.

Les dispositions de la loi de 1887 ont été empruntées pour la plus grande partie aux lois édictées sur les mêmes matières, en France, le 23 janvier 1873, en Autriche le 19 juillet 1877, dans le Royaume des Pays-Bas, le 28 juin 1881, et dans le Grand-Duché de Luxembourg le 2 mars 1885. Elle consacre un système

de récidives, avec des pénalités d'amende et d'emprisonnement. Elle est particulièrement sévère lorsque l'ivresse a été contractée et s'est manifestée dans des emplois, travaux et occupations exigeant une prudence, une vigilance, ou des précautions spéciales afin d'éviter des dangers souvent très graves pour la vie ou la sécurité d'autrui (2). Il s'agit là, en effet, beaucoup moins de punir l'ivresse que de frapper la négligence, l'insouciance coupables de l'agent à l'égard des intérêts d'autrui. La loi réprime en outre une série nombreuse d'infractions relatives à la profession de cabaretier.

Cette loi de 1887, a été complétée par une loi de 1891, en vertu de laquelle, l'individu que son ivrognerie a ruiné et rendu vagabond, est interné dans un dépôt de mendicité pour deux ans au moins. et peut y être retenu pendant sept ans ; quelques années après la promulgation de cette loi, en 1896, la population moyenne du dépôt de mendicité était de 3500 reclus vicieux, dont neuf dixièmes d'alcoolisés.

Mais il se produit en Belgique le même fait qu'en France, dans les villes où la police des rues est bien organisée, la loi de 1887 reçoit une certaine exécution ; les infractions, lorsqu'elles sont patentes et absolument scandaleuses, donnent lieu à des poursuites judiciaires ; ailleurs dans le pays, elle n'est guère exécutée. C'est du reste le sort des lois de ce genre, partout.

Au point de vue du Droit Civil, il n'y a pas, en Belgique de loi qui prononce la déchéance de la puissance

(1) La statistique universelle des chemins de fer attribue, aux excès de boissons, 43 % des catastrophes et des accidents.

paternelle pour cause d'ivrognerie ; mais le juge de paix a le pouvoir de retirer au père ivrogne, dont l'inconduite met en danger moral l'avenir de son enfant, la garde de celui-ci jusqu'à sa majorité, et à la confier au Gouvernement. De même que la législation française, la loi belge est muette sur l'influence que peut avoir l'ivresse sur la responsabilité des crimes et délits commis sous son empire. Il y aurait donc lieu de faire application des principes généraux.

Italie.

Le code pénal commence par poser en principe (art. 46) que nul n'est punissable, qui, au moment où il a commis le fait, se trouvait dans un état d'infirmité mentale de nature à lui enlever la conscience et la liberté de ses actes, et (art. 47) que quand l'état d'esprit indiqué à l'article précédent, est de nature à amoindrir grandement l'imputabilité, sans la supprimer, la peine prévue pour l'infraction doit être diminuée.

Ces règles s'appliquent textuellement en cas d'ivresse accidentelle.

S'il s'agit d'ivresse volontaire, le code prévoit également une réduction de la peine, mais infiniment moindre que dans le cas de l'art. 47 et de l'ivresse accidentelle, surtout lorsque l'ivresse est habituelle (même art. al. 2) ; dans cette dernière hypothèse la peine restrictive de la liberté personnelle peut être subie dans un établissement spécial (al. 3).

Les diminutions de peines dont nous venons de parler ne sont pas appliquées si l'ivresse a été procurée

pour faciliter l'accomplissement de l'infraction ou pour lui servir d'excuse.

Quiconque, dans un lieu public est surpris en état d'ivresse manifeste, inconvenante ou repoussante, est puni d'une amende de 30 liv. au plus. Si le fait est habituel, la peine est celle des arrêts pour un mois au plus.

La législation italienne prévoit aussi, et puni toute une série d'infractions commises par les cabaretiers et les personnes qui enivrent des mineurs de 14 ans.

Pays-Bas.

Le code pénal ne mentionne, à aucun degré et dans aucune circonstance, l'ivresse comme une cause d'exclusion ou d'atténuation de la responsabilité ; l'art. 37 ne parle, dans ce sens, que du « développement incomplet et de trouble maladif de l'intelligence. »

Les art. 259 et 453 édictent des peines de prison et d'amende contre les cabaretiers qui donnent à boire, à des personnes ivres et à des mineurs de 16 ans, et contre les individus qui se trouvent sur la voie publique en état d'ivresse manifeste.

Ces diverses dispositions du code pénal ont été reproduites et complétées dans une loi spéciale du 26 juin 1881, tendant à régler en détail la vente des boissons fortes, et à réprimer l'ivresse publique (1). Cette loi se compose de deux parties bien distinctes :

(1) Cette loi est traduite et annotée par M. BEELAERTS VAN BLOKLAND, dans l'*Ann. de lég. étrang.*, t. XI, p. 467.

mesures préventives (art. 1 à 15), et mesures répressives. En vue de prévenir l'ivresse, le législateur s'est préoccupé de limiter le nombre des débits de boissons ; pour cela, il en soumet l'ouverture à une autorisation préalable, et limite dans chaque commune le nombre de débits à un maximum proportionnel au chiffre d'habitants. — Parmi les mesures répressives, se trouvent essentiellement celles que nous avons exposées plus haut d'après le code pénal. La loi accorde en général une grande liberté d'action et de contrôle aux autorités, en vue de combattre efficacement les abus de boissons.

L'art 22 de la loi de 1881 punit d'un emprisonnement de 1 à 6 jours ou d'une amende de 50 cents (environ 1 franc) à 50 florins, celui qui, étant en état d'ivresse trouble la circulation ou l'ordre public, ou menace la sûreté d'autrui, ou se livre à des occupations exigeant une prudence ou des précautions spéciales ; la peine est plus forte en cas de récidive dans l'année.

La loi de 1881 a été modifiée, mais seulement dans certains détails d'application par une seconde loi du 23 avril 1884 (2).

Mentionnons aussi, que, de toutes les législations sur les Accidents du Travail, celle de la Hollande est la seule qui contienne des dispositions visant *formellement et spécialement* le cas d'ivresse de la victime : la loi du 2 janvier 1901, qui, cependant n'admet pas, en principe, une modération d'indemnité au cas de fautes inexcusables, dispose que, si l'accident est dû

(2) *Ann. de lég. étrang.*, t. XIV, p. 505.

à l'état d'ivresse de la victime, celle-ci n'a droit qu'à la moitié de l'indemnité temporaire ou permanente, et, au cas de décès, ses représentants sont déchus de tout droit à une pension.

Russie.

Le code pénal russe prévoit expressément l'influence de l'ivresse sur la responsabilité : lorsqu'un crime a été commis en état d'ébriété et qu'il est prouvé que son auteur s'est mis dans cet état spécialement en vue de le commettre, on applique la peine la plus rigoureuse prévue par la loi pour les infractions de l'espèce. S'il est prouvé, au contraire, qu'en s'enivrant, l'auteur du crime n'avait aucune intention dolosive, la peine se gradue d'après les autres circonstances qui ont accompagné le fait (C. pen. art. 106). En ce qui concerne l'ivresse manifeste et publique, mentionnons une disposition originale : jusque ces dernières années était en vigueur un règlement aux termes duquel ceux qui étaient en état d'ivresse sur la voie publique, quelle que soit leur position sociale, étaient appréhendés, et condamnés, le lendemain, à un jour de balayage des rues. « Il n'est pas rare, écrivait un journaliste, à Saint-Pétersbourg, de voir des gens bien mis, des étrangers même, transformés de par la loi en balayeurs. »

La Finlande possède une législation distincte, dans laquelle nous trouvons les quelques dispositions suivantes :

L'ivresse, ou toute autre perturbation d'esprit que

l'auteur de l'infraction s'est procurée à lui-même, ne peut, à elle seule, motiver une réduction de peines (C. pen. finlandais, ch. 3, § 4).

Quiconque sur une voie publique, ou sur tout autre lieu public, ou lors d'une affaire ou d'une réunion publique, se trouve en état d'ivresse, et, par là, cause du scandale, est passible d'une amende de 100 markkaa au plus (ch. 43, § 6). Le fonctionnaire qui, dans son service se rend coupable d'ivrognerie, encourt une amende de 50 à 300 markkaa, ou la suspension d'emploi, ou si les circonstances sont particulièrement graves, la destitution.

Les peines encourues par les prêtres de l'Eglise évangélique luthérienne de Finlande qui se rendent coupables d'ivrognerie, sont déterminées par la loi ecclésiastique.

D'autres dispositions visent plus spécialement les cabaretiers et cafetiers.

Suisse.

Les codes pénaux de la Suisse ne traitent de l'ivresse qu'en tant qu'elle peut être une cause d'excuse ou d'atténuation de la criminalité. Ils ne renferment aucune disposition sur l'ivresse publique et scandaleuse : cette matière fait l'objet de réglemens de police locale infiniment variés. Encore, même au point de vue de l'imputabilité de délits, la plupart des codes ne mentionnent-ils pas expressément l'ivresse comme ils le font de l'imbécillité et de la démence ; ils se bornent en général à dire que la culpabilité est atténuée ou

disparaît lorsque l'auteur du fait, sans aucune faute de sa part, se trouvait momentanément privé de l'usage de sa raison, ce qui, en matière d'ivresse, correspond à ce que les criminalistes allemands appellent l'ivresse accidentelle, par opposition à l'ivresse soit volontaire, soit dolosive.

Les principales dispositions législatives où il soit expressément question de l'ivresse, sont les suivantes :

I. *Fribourg*. — Le crime commis en état d'ivresse est imputable à son auteur. Le juge peut néanmoins avoir égard aux circonstances de fait, et puiser dans l'ivresse un motif d'atténuation de la peine. (C. pén. art. 57).

II. *Grisons*. — L'auteur d'une infraction est moins punissable lorsque, au moment où il l'a commise, il se trouvait sans avoir prémédité aucun délit, dans un tel état d'enivrement (*lato sensu*), ou d'aberration mentale qu'il ne jouissait pas complètement de sa raison (C. pén. art. 23).

III. *Soleure*. — L'ivresse n'est pas à considérer comme excluant l'imputabilité (C. pén. art. 37, al. 2).

IV. *Saint-Gall*. — Lorsqu'au moment de la perpétration du délit, les facultés de l'auteur étaient troublées au point qu'il ne possédait plus sa libre détermination ou le jugement nécessaire pour se rendre compte du caractère délictueux de l'acte, il n'encourt aucune peine, hormis les cas où il s'est mis volontairement et lui-même dans un état d'étourdissement pour commettre l'acte en cet état, ou bien a perdu l'usage de ses facultés en s'enivrant non pas intentionnellement, mais par sa faute ; dans le premier cas l'impu-

tabilité est complète ; dans le second, elle doit, suivant les circonstances être considérée comme complète ou partielle (C. pén. art. 23).

V. *Tessin*. — « L'état de complète ivresse exclut le dol, non la faute. L'infraction commise en un état d'ivresse non complète, qui a diminué, mais non supprimé chez l'agent la conscience de ses actes, est punie comme dolosive ; mais la peine est abaissée d'un degré, à moins que l'ivresse n'ait été provoquée en vue de commettre l'infraction. L'état de complète ivresse, involontaire ou accidentelle, exclut même la faute (C. pén. art. 48) ». — Il semble qu'il faudrait alors s'entendre sur la signification du mot « involontaire » ; il est évident qu'un homme qui se laisse aller à boire plus qu'il ne peut supporter, commet une faute qui engage sa responsabilité, encore qu'il n'ait pas eu la ferme volonté de s'enivrer, et que, par suite, son ivresse, soit dans ce sens involontaire. C'est ce que les Codes de la Suisse allemande expriment très bien en disant que l'ivresse, pour atténuer la culpabilité, doit être « unverschuldet », c'est-à-dire exempte de toute faute ; la simple imprudence en pareille matière est une faute.

VI. *Valais*. — Les actes commis en état d'ivresse complète et involontaire ne sont pas punissables ; l'ivresse, même complète, n'est pas une cause de justification lorsque l'auteur du fait, c'est mis dans cet état dans l'intention directe de commettre un délit (C. pén. art. 88).

Indépendamment de l'influence que l'ivresse peut avoir sur l'imputabilité, certaines législations can-

tonales — en dehors des codes pénaux, qui ne touchent pas à la question — se sont préoccupés soit de l'ivrognerie et de ses conséquences matérielles ou sociales, soit de l'ivresse publique et scandaleuse. Il nous est impossible d'entrer ici dans l'étude de règlements qui relèvent plutôt de la police locale que du droit, et qui sont, comme nous l'indiquons plus haut, infiniment variés. Nous nous bornerons à rappeler, à titre d'exemple la disposition en vigueur dans le canton de Saint-Gall, et que nous avons déjà citée : les buveurs d'habitude peuvent être confiés à un asile de tempérance pour une durée de neuf à dix-huit mois, sauf prolongation en cas de récidive, soit sur leur propre demande, soit sur décision de la municipalité ; un tuteur peut être donné au patient durant son internement, ou même dès que le certificat médical exigé au début de la procédure, a constaté l'affaiblissement de la volonté. — Des réglementations analogues sont en vigueur dans le canton de Berne, dans celui de Neuchâtel, et sont en projet dans d'autres cantons. On a compris en Suisse, comme en Angleterre, que le problème de l'alcoolisme, dans les pays où sévit le fléau, domine tous les autres problèmes sociaux, et on en poursuit la solution avec une énergie que la coalition des intérêts pécuniaires ou politiques n'arrête pas

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
AMBROISE COLIN.

Vu : LE DOYEN DE LA FACULTÉ,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

LE VICE-RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — Cours de Droit civil français.
- POTHIER. — Traité des obligations.
- TOULLIER et DUVERGIER. — Le Droit civil français.
- D^r LEGRAIN. — L'alcoolisme.
- D^r LEGRAIN. — L'alcoolisme et ses effets pernicieux.
- MUTEAU. — L'ivrognerie.
- VIDAL. — L'alcoolisme et la loi pénale. *Revue pénitentiaire*, 1897.
- GRÉBAUT. — Alcoolisme et criminalité.
- D^r SÉRIEUX. — L'alcool.
- BLANCHE. — Etudes pratiques sur le Droit criminel.
- BOITARD. — Leçons de Droit criminel.
- CHAUVEAU et FAUSTIN HELIE. — Théorie du Code pénal.
- GARRAUD. — Traité théorique et pratique du Droit pénal français.
- LE SELLYER. — Traité de la criminalité, de la pénalité et de la responsabilité.
- D^r VIBERT. — Précis de médecine légale.
- Annuaire de la législation comparée.
- D^r CHATELAIN. — Les asiles pour la guérison des buveurs.
- DURANTON. — Cours de Droit français.
- CRANNEY et BOUCAULT. — Commentaire de la loi sur l'ivresse.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	5
PREMIÈRE PARTIE	
L'ivresse et l'alcoolisme devant la loi civile . . .	9
CHAPITRE I ^{er} . — Dans les contrats et obligations conventionnelles en général	9
CHAPITRE II. — En matière de divorce et de séparation de corps.	19
CHAPITRE III. — L'ivresse et l'alcoolisme, cause de déchéance de la puissance paternelle.	21
CHAPITRE IV. — L'ivresse et l'alcoolisme, cause d'exclusion et de destitution de la tutelle	23
CHAPITRE V. — L'ivresse et l'alcoolisme dans les donations entre vifs et les testaments	25
CHAPITRE VI. — L'ivresse et l'alcoolisme en matière d'accidents du travail	30
CHAPITRE VII. — L'ivresse et l'alcoolisme dans le contrat d'assurance.	33
DEUXIÈME PARTIE	
L'ivresse et l'alcoolisme en Droit pénal	37
CHAPITRE I ^{er} . — Influence sur la criminalité	37
CHAPITRE II. — Influence sur la responsabilité pénale	50
CHAPITRE III. — Le délit d'ivresse publique.	68
SECTION I. — Justification de la répression	68
SECTION II. — Historique des législations.	76
SECTION III. — Etude de la loi du 23 janvier 1873.	80
SECTION IV. — Appréciation critique de la loi du 23 janvier 1873. Etude des asiles de buveurs	93
TROISIÈME PARTIE	
Législation comparée.	110
BIBLIOGRAPHIE	130

